

hebd

le monde

Libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°557 JEUDI 10 JANVIER 1985 8,00 F



SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS ANGLAIS

EDUCATION

Le budget de 1985 sacrifie à l'élitisme et les attaques contre les enseignants s'accroissent.

PAGE 6

TERRORISME

L'Etat italien trouve un complice objectif dans son entreprise de maintien de l'ordre.

PAGE 8

P.S. ET C.N.P.F.

« Libérez les patrons ! » ou le consensus pour la modernisation sur le dos des travailleurs.

PAGE 12

F01 2520

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

communiqués

TOURS

Le groupe Maurice-Fayolle de Tours tient une permanence tous les mercredis (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours d'une table de presse. De plus, nous rappelons qu'une vente du *Monde libertaire* est assurée tous les samedis de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux (rue piétonne).

Pour contacter le groupe, écrire à : F.A., B.P. 2114, 37021 Tours cedex.

QUIMPER

Le groupe de Quimper reprenant ses activités rappelle aux anarchistes du Sud-Finistère son adresse postale : Idées noires, B.P. 162, 29105 Quimper.

SAINT-BRIEUC

Une liaison de la F.A. vient de se créer sur Saint-Brieuc. Une permanence est tenue tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du *Monde libertaire*. Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien à écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

VITRY/VILLEJUIF

Le groupe de Vitry-Villejuif assure deux ventes du *Monde libertaire* chaque semaine : Vitry, marché de la place de l'Eglise, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin ; et à Villejuif, marché Romain-Rolland, de 10 h 30 à 12 h, tous les samedis matin.

PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise, pour clôturer son programme de cours, une grande fête, avec bal-musette, le samedi 12 janvier, de 14 h à 24 h.

débats

CHELLES

Yves Machelard (naturopathe) animera une soirée sur les médecines douces le samedi 19 janvier à 20 h 30, au local du groupe Sacco et Vanzetti, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).
Le thème abordé sera : « La guérison ou la santé : une autre qualité de vie ».

GIF-SUR-YVETTE

Le groupe Emile-Pouget invite les lecteurs du M.L. de la région à participer aux réunions de sympathisants qu'il organise le 4^e mercredi de chaque mois, à 20 h, salle de l'Orangerie (face à la mairie), Gif-sur-Yvette.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise vendredi 18 janvier, au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, une réunion-débat sur le thème « Les transports : le rôle du service public », avec *Voie libre* et l'association T.G.V.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

éditions

AUTOCOLLANT

Un autocollant, destiné à tous, usagers et professionnels des transports publics et privés, et à ceux qui pensent que l'anarcho-syndicalisme est une réponse pour demain, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Son prix : 20 F les 50 exemplaires et 2 F l'unité.

AFFICHE

Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire. Format : 54,7 x 42,5 cm. Son prix : 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires, 5 F l'unité au-dessous. Faites connaître votre radio, elle a besoin de tous pour vivre !

CASSETTES RADIO-LIBERTAIRE

Les premières cassettes de Radio-Libertaire sont disponibles ! Cinq cassettes réalisées les 17, 24, 31 octobre et 7 et 12 novembre derniers avec Henri Laborit, le biologiste des comportements, l'inventeur du tranquillisant, de l'anesthésie moderne, de l'hibernation artificielle... Cinq émissions d'une heure trente chacune, autour de quelques uns des ouvrages de généralisation de Henri Laborit : *L'Homme et la Ville (I)*, *La Nouvelle Grille (II)*, *Eloge de la Fuite (III)*, *Copernic n'y a pas changé grand-chose (IV)* et *La Colombe assassinée (V)*. Pensez-y pour les fêtes, ou mieux, faites-les vous offrir !

Cinq cassettes (de I à V), 90 mm, 60 F l'unité (50 F aux porteurs de la carte R.-L.), 250 F la série de cinq. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de D.M.C.).

AFFICHES DISPONIBLES

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :

Autogestion..... gr. Fresnes-Antony

Radio-Libertaire, une radio sans publicité.....

Radio-Libertaire, la voix sans maître.....

Non aux ventes d'armes..... gr. de Toulouse

Le « Monde libertaire », un outil.....

Toute élection est une démission..... gr. de Toulouse

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :

Le militarisme et l'impérialisme..... gr. de Paris 15^e

Déclaration universelle des droits de l'homme.....

• Coût à l'unité, au-dessus de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :

Vaincre la crise..... gr. Jacob

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F ;

Autogestion..... gr. Jacob

• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,50 F ; 5 F à l'unité :

Radio-Libertaire expulsée de la bande F.M.....

Radio-Libertaire : ça recommence.....

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

La librairie du Monde libertaire organise des tables rondes autour d'ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste. Le samedi 26 janvier, à 16 h, un forum sera organisé sur Gaston Leval. Des militants traiteront du parcours de la pensée politique de G. Leval.

A cette occasion, la librairie vous propose des ouvrages de Leval *Espagne libertaire, 36-39* et *L'Etat dans l'histoire* au prix de 100 F (valeur 120 F) ; *L'Enfance en croix et Rus et torrents* au prix de 20 F (valeur 40 F) ; *Pratique du socialisme libertaire, Le Chemin du socialisme, L'Humanisme libertaire et Bakounine et l'Etat marxiste* au prix de 30 F (valeur 50 F).

De plus, une exposition retraçant la vie et l'œuvre de Gaston Leval aura lieu du 19 janvier au 14 février.



liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.03.

ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

CALVADOS

Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detolte.

CHARENTES

Groupe d'Angoulême : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, au café de la Plage, 10, rue Saint-Aussone, Angoulême.

CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

FINISTERE

Groupe « Les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chrétien.

HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HERAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

HAUTE-LOIRE

Groupe du Puy : permanences tous les samedis, de 11 h à 12 h, au Palais, place du Breuil, Le Puy.

LOT-ET-GARONNE

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agen.

MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.

MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

NORD

Groupe de Lille : permanences tous les mardis (excepté pendant les vacances scolaires) au restaurant universitaire du Pont-de-Bois (Vileneuve-d'Ascq), de 12 h à 13 h 30.

PYRENEES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

RHÔNE

Groupe de Lyon : permanences le 1^{er} et 3^e mercredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

SARTHE

Groupe « Marie-Louise-Berteri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewally, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

VIENNE

Liaison Poitiers : permanences tous les dimanches sur le marché de la Z.U.P. des Couronneries, Poitiers, de 11 h à 12 h.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Mineurs anglais — PAGE 4 : En Bref, U.A.P., Extrême droite à Chelles — PAGE 5 : Contraception, Prison/Usine : même aliénation ? — PAGE 6 : Où va l'Éducation nationale ?, Universités : la réaction moderniste, Patrick Aguiar, A la gloire d'un cardinal — PAGE 7 : Enfermement et psychiatrie — PAGE 8 : Italie et terrorisme, Nouvelle-Calédonie : le nickel, Nucléaire dans le Pacifique — PAGE 9 : I.W.W., Colloque « Elisée Reclus » à Bruxelles, Pacifisme totalitaire en Scandinavie — PAGE 10 : Voline et la lutte des classes — PAGE 11 : Chers auditeurs, Programme R.-L., Note de lecture, « Paroles et musique », Promotion, Dernière heure — PAGE 12 : Capitalisme et gouvernement de gauche, L'Europe flexible.

Les administrateurs

La grève des mineurs britanniques est une grève politique. L'enjeu n'est pas électoraliste. Il est question simplement — c'est facile à dire ! — de mettre fin à l'offensive du gouvernement conservateur de Thatcher contre la classe ouvrière. La confrontation directe, telle qu'elle se présente à ce jour, ne l'a pas toujours été. Lors de la venue au pouvoir des « tories » en 1979, le travail de sape afin de renverser le rapport de force employeurs-syndicats au profit des premiers et d'affaiblir les seconds n'était pas achevé ; malgré les efforts des travaillistes précédemment aux commandes du pays.

La mise en place d'une législation anti-syndicale, les tentatives, réussies malheureusement, de porter les conflits du travail à venir sur des branches point trop sensibles (chemin de fer, santé publique, sidérurgie) et par le jeu des victoires, de démolir les travailleurs donna à Thatcher et au patronat des armes pour la curée.

Les conservateurs passent la cinquième

En 1977, il fut demandé au tory Nicholas Ridley d'établir un rapport sur l'industrie nationalisée. Ce qui a été fait dans le dessein avoué de servir au futur gouvernement conservateur. Y était mis en exergue ce point brûlant : « Comment faudrait-il traiter avec les organisations syndicales ? » Ce rapport vaut le coup d'œil, d'autant plus qu'il devait être secret ! « La première année ou la seconde suivant l'élection des tories, il devrait y avoir une confrontation avec les syndicats... dans des branches industrielles vulnérables telles que les houillères, la production d'électricité ou les docks. La bataille éventuelle devra se porter sur un terrain choisi par nous, dans l'optique d'obtenir une victoire. Toutes les précautions devront être prises contre un conflit dans les secteurs de l'électricité ou du gaz. Le terrain de bataille le plus souhaitable serait l'industrie minière. »

En conséquence, le rapport demandait à un éventuel gouvernement Thatcher d'emmagasiner le maximum de stocks de charbon, particulièrement sur le lieu des centrales électriques, d'établir un plan prévisionnel quant aux importations de charbon, d'encourager l'embauche de routiers non-syndiqués par les transporteurs de manière à acheminer le charbon quand le be-

NORTHUMBERLAND AREA
N.U.M.
Bates Hardship Fund

After 27 weeks on strike our families are finding it hard to survive. We have come to London to ask for your help in the way of donations of clothes, money or non-perishable foodstuffs. We will call tomorrow to collect your donations.

THANK YOU
Collection point is at:-
Freedom Press Bookshop,
84b Whitechapel High Street.
Tel. - 01-247-9249
(At the end of Angel Alley)

Tract d'appel au soutien. Les collectes (souvent réprimées) se font dans la rue.

soin s'en ferait sentir, d'élargir au pétrole les sources d'approvisionnement aussi rapidement que possible... et de prévoir de conséquentes forces de police, bien équipées, bien préparées, pour faire respecter la loi contre les piquets de grève.

Ces consignes ont été suivies pratiquement au pied de la lettre. Le fossoyeur de la sidérurgie, Ian Mac Gregor est appelé à la tête du National Coal Board (N.C.B.) pour y démontrer ses talents. En 1980, les effectifs de la sidérurgie étaient de 166 400 travailleurs, en mars 83, de 81 100 ! En mars 1984, Mc Gregor annonce un plan de redressement pour l'industrie minière ; le 8 mars, la grève commence. Le 4 janvier 1985, le porte parole du N.C.B., Michael Eaton, déclare que le Coal Board adoptera désormais la tactique du « wait and see ». Le flegme affiché ne dissimule pas les sourires crispés. Cette grève, entrant dans son 11^e mois, peut mettre Thatcher à genoux.

Le Premier ministre s'est bien évidemment donné les moyens de ses intentions. Introduction de lois clairement anti-syndicales, Employment Acts de 1980 et 1982, qui visent à miner le terrain sur lequel opèrent les organisations syndicales, diminuant leurs pouvoirs de mobilisation et de négociation.

Employment Acts

Il faut savoir que la loi anglaise est fondée sur les droits de l'individu, et par conséquent, le code du travail suit cette logique. Qu'est-ce à dire ? En tant qu'entité collective, le syndicat n'a pas de droits, constitutionnels pourrait-on dire,

mais bénéficie simplement d'autorisations spécifiques ». L'organisation syndicale de British Leyland ne pourra pas attaquer son employeur devant une juridiction quelconque dans le cas d'un licenciement, d'une répression dissimulée de l'un de ses délégués. A fortiori, les collègues non plus, même en faisant valoir qu'il puisse s'agir d'une atteinte grave à leurs conditions de travail. Seul un individu, et donc la victime, peut entamer une procédure.

Cette législation, révisée par la « Dame de fer » et les Employment Acts (J. Prieon en 1980 et N. Tebbit en 1982) fait le ménage dans les « immunités » que conservait encore le syndicat. Une action collective est légale si elle concerne les travailleurs et leur propre employeur, si elle touche totalement ou principalement à des questions de salaires, conditions de travail, discipline, etc. (En revanche, elle est illégale si elle est politique !) et s'il s'agit d'un conflit à l'intérieur du Royaume uni. Les grèves de solidarité, on le devine,

entrent presque toujours dans le domaine de l'illégalité.

Etablir un piquet de grève est hors-la-loi dans presque tous les cas de figure : interdiction de faire le piquet de grève au siège de l'entreprise, dans les filiales, dans les entreprises traitant avec la boîte. Quant à l'occupation des locaux de travail, c'est le laminage par les restrictions. Avant toute décision d'occupation, un accord sous la forme d'un vote à bulletins secrets doit avoir lieu dans les 5 ans précédents, entériné par 80% des salariés ou 85% des votants ! De nouveaux droits ont été attribués aux travailleurs pour refuser l'adhésion à un syndicat où il existerait un semblable accord d'occupation.

Contre l'assainissement des houillères

C'est dans ce climat que les mineurs Anglais (et Ecosseis), à une très large majorité, décidèrent de se mettre en grève en mars 1984. Hurlèrent des loups démocrates et libéraux contre l'attitude autoritaire de Scargill, accusé d'avoir forcé la main à la base, en entraînant dans cette lutte. Controverse sur le nombre de puits à liquider et donc sur celui des licenciements. Le N.C.B. prévoit la fermeture de 20 puits et le « dégraisage » de 20 000 mineurs. Le N.U.M. (National Union of Miners) élève ces chiffres à 70 et 70 000 postes. Tentatives de disqualification morale sur l'origine des fonds de soutien (Kadhafi, Parti communiste soviétique), comparaison de grévistes devant les tribunaux sur appel de « jaunes » (« scabs »). Le N.B.C. et le gouvernement

MINEURS ANGLAIS EN GRÈVE

COAL, NOT DOLE

(DU CHARBON, PAS D'ALLOCATIONS CHÔMAGE)

ont tout essayé pour emporter le morceau. Le Monde libertaire faisait état, dans ses derniers numéros, des saisies d'archives bloqués en Suisse et au Luxembourg par les autorités pour régler les innombrables amendes que le N.U.M. est condamné à payer.

Le conflit entre dans une période critique dans la mesure où la campagne de retour au travail (forcing du 7 janvier au 18 janvier) impulsée par le Coal Board est à son maximum. Selon les indications officielles, les moins crédibles donc, ils y aurait 118 000 grévistes sur 189 000 mineurs. L'objectif est de ramener 20 000 personnes au travail pour mettre la majorité en difficulté et forcer Scargill à faire des concessions. C'est ce que le N.C.B. appelle : « le vote par les pieds » (sic).

Malgré l'intoxication permanente du C.E.G.B. (Central Electricity Generating Board) visant à rassurer la population sur les conséquences presque nulles de la grève sur l'approvisionnement des centrales électriques, des

coups de courant, des délestages vont survenir cet hiver. La région des Midlands produit à pleine capacité — les centrales nucléaires tournent également à fond les gamelles — et va être appelée à subvenir aux besoins de toutes les régions paralysées. C'est effectivement une solu-

re, la recommandation de recruter des salariés non-syndiqués pour le transport de combustibles. La solidarité cheminots-convoyeurs est véritablement effective.

S'inscrit dans cette voie l'appel au soutien « Eteignez à 18 h » — la plupart des grévistes vivent avec 14 watts et réduisent considérablement l'utilisation des dévoreurs d'énergie comme les grilles-pains et radiateurs électriques. Dans les fins de provoquer une faible demande pour une alimentation en combustible maintenue. Les négociations sont gelées... au point mort ! Le N.C.B. compte énormément sur les reprises de travail pour arriver en position de force ; les grévistes doivent affronter les flics, les « jaunes » et l'inertie du T.U.C. (Trade Union Congress) et du Parti travailliste. C'est beaucoup ! Ils ont besoin de notre plus total soutien. Comme me l'a dit Paul Brewin, un mineur du Nottinghamshire, si Thatcher gagne, l'avenir, son avenir, il n'ose même pas y penser. « No future, no future », c'est ce qu'il répétait !

Hervé

Editorial

La rencontre, donnée pour fructueuse, les 7 et 8 février à Genève des secrétaire d'Etat américain Schultz et ministre soviétique Gromyko est de nouveau l'occasion pour les langues de bois de se faire entendre ; personne n'était dupe de l'insondable inutilité de ces négociations. Le non respect des accords sur la limitation des armements stratégiques (Salt 1, 1972, et Salt 2, 1979) montre que rien n'est négociable quand les deux partenaires ne pensent qu'à gagner la « der des der », si possible aux dépens de l'autre. A l'abandon de la stratégie de destruction mutuelle assurée, qui faisait l'esprit des accords, succède le concept de guerre nucléaire limitée et contrôlée.

Avec la mise en service de missiles balistiques intercontinentaux, vecteurs d'engins à têtes nucléaires multiples ; la sophistication sans cesse croissante des systèmes de contrôle, de communication, de renseignement ; les Soviétiques comme les Américains abandonnent la dissuasion pour une autre logique, la victoire. C'est là le sens de la guerre des étoiles dont on nous rebat les oreilles. En gros, la conception de la défense spatiale consiste en un système d'intercepteurs volants à deux niveaux au-dessus de l'atmosphère, auquel vient s'ajouter un autre système de missiles, nucléaires ceux-là — on attend des intercepteurs utilisant des lasers spéciaux à haute-énergie.

Cette rencontre de Genève se donne pour objet de régler un tant soit peu cette course à l'espace. Cynisme que tout cela ! L'Europe, théâtre d'une guerre nucléaire limitée, est une idée qui s'épanouit dans les cerveaux malades des « grands » de ce monde. Témoin, le déploiement continu des missiles de moyenne portée : Pershing et Cruise. Investis de délégations d'autorité, que nous, anarchistes, leur contesterons sans cesse, les chefs placés à la tête de ces Etats n'obéissent qu'à une logique qui mène, un jour ou l'autre, à ces boucheries planétaires que sont les guerres. Débarassons-nous de cette caste, le plus tôt sera le mieux !



en bref...en bref..

• Le C.E.R.E.L. de Carcassonne (Centre d'études et de recherches sur l'expression libre) organise une exposition : « La victoire sur le soleil » du 7 janvier au 7 février. Cette exposition est visible du mardi au samedi, de 14 h à 22 h, au Hall des expositions de Carcassonne. Les 19 et 20 janvier, sont organisées des rencontres sur le vaste thème : « Histoire en U.R.S.S. » à la M.J.C. de Carcassonne, 91, rue Aimé-Ramon, avec la participation de Kehayan, Castoriadis, Skirda, Ploutch.

• Un comité des droits de l'homme au Pays basque s'est créé pendant l'été 84. Il lance un appel à toutes les personnes qui souhaitent défendre les droits de l'homme dans cette région à les contacter. Les actions qu'il compte utiliser pour atteindre le but fixé seront de type non violent. Pour le contacter : Comité de défense des droits de l'homme en Pays Basque, M.J.C. Polo-Beyris, 64100 Bayonne.

UNE LIBRAIRIE OUVRE SES PORTES

LIBRAIRIE associative, lieu de rencontres et d'échanges ouvert sur l'ensemble de la région, l'Idée libre ouvre ses portes. Située en plein cœur de Wazemmes à deux minutes de la rue Gambetta, elle offre un choix de livres, de journaux et de brochures ayant trait au mouvement ouvrier, à l'anarchisme, à l'écologie, etc.

Gérée par la Libre Pensée et la Fédération anarchiste (1), l'Idée libre est ouverte le mercredi de 15 h à 18 h, le samedi de 14 h 30 à 17 h et le dimanche de 10 h 30 à 13 h. On peut soutenir l'Idée libre en écrivant au groupe anarchiste de Lille, B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (C.C.P. 7 269 40 X, Lille, chèque à l'ordre de E. Dussart). Son adresse : l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (tél. : 20) 57.37.06.

L'idée libre

(1) Cet accord a provoqué la démission de quelques politiciens égarés à la Libre Pensée.

PROVOCATIONS, AVERTISSEMENTS LES RATS VEULENT LE NAVIRE

La ville de Chelles qui compte 42 000 habitants est actuellement l'enjeu de plusieurs forces politiques. Aux dernières élections municipales, l'opposition conduite par M. Cova (R.P.R.) récupéra cette ville de Seine-et-Marne pointée sur Paris. Pour être sûr de remporter cette victoire, le futur maire ratissa très large. Dans sa liste, on trouva des « sans étiquette », des radicaux, des libéraux, le R.P.R., et un Parti nationaliste français. Pour l'occasion les adhérents du Front national servirent de colleurs d'affiches.

Les forces politiques

Le représentant du Parti nationaliste français, M. Cornilleau, devint conseiller municipal. Depuis, il se sert de la mairie comme siège social du P.N.F. pour les futures élections. Il multiplie tracts et articles racistes et antisémites. Il nous fit même l'honneur d'apporter la contradiction verbale au meeting de soutien aux immigrés que le groupe Sacco et Vanzetti avait organisé dans son local. Il est vrai que, pour l'occasion, les rondes de police se multiplièrent.

L'union autour du R.P.R. bat de l'aile. Cova est jugé trop libéral. Pensez donc, il accorde une page du bulletin municipal à la gauche, à la C.F.T.C., etc. La goutte qui fera déborder le vase est un sens interdit, voté au conseil municipal, pour l'artère principale de Chelles ;



et cela juste avant les fêtes. Les petits commerçants se dressent contre le maire rendu responsable. Le fameux « effet Le Pen » donne des idées. Un photographe crée au grand jour une section locale du Front national. Des militants R.P.R. changent de carte. Des commerçants s'en réclament ouvertement. Le potentiel militant étant présent, les extrémistes qui refusent le petit parti nazillon de Cornilleau veulent la place. Depuis quelques mois, ils s'agitent : diffusions de tracts sur le marché, collages d'affiches, communiqués ou articles dans la presse locale, La Marne.

En face, la gauche est bien palote. Au P.C., quelques purs et durs chauffent le local, vendent l'Humain, le muguet et les billets d'entrée à la fête annuelle. Le P.S., sans troupe, se contente de temps en temps de distribuer un tract gouvernemental. Le P.S.U. et les écologistes n'apparaissent que pour récupérer le papier usagé et réclamer un strapontin à chaque élection. Trotskyistes, maoïstes ont depuis longtemps disparu de la région. Les « curés baskets », depuis le problème de l'« école libre », font la gueule...

Depuis une dizaine d'années, le groupe Sacco et Vanzetti existe. Non seulement, il se maintient mais il se développe. Il a été à l'initiative localement, dans le passé, de la lutte des objecteurs-insoumis, de l'I.V.G., du soutien aux résidents des foyers Sonacotra ; puis présent dans toutes les campagnes de la

Fédération anarchiste. Depuis le mois de mai, le groupe a pignon sur rue. Il organise régulièrement des activités : débats, projections, cours, meeting. Il occupe donc régulièrement les murs de la région et les thèmes abordés gênent les lepénistes : antimilitarisme, soutien aux immigrés, etc.

Les faits

Les affiches annonçant la dernière réunion-débat organisée sur le thème des Bourses du travail par le groupe sont donc collées le 12 décembre sur les murs de Chelles. Elles sont, dans la nuit, lacérées ou recouvertes par « 3 millions de chômeurs, etc. » et « Rejoignez J.-M. Le Pen ». La semaine suivante, les affiches tricolores disparaissent sous celles de Radio-Libertaire.

Le vendredi 21 décembre, la réunion du groupe Sacco et Vanzetti finie, les premiers militants regagnent leur véhicule. Passant devant eux, deux voitures pilent net sur le boulevard. Six personnes en sortent aussitôt. La tenue sert d'étiquette : les fachos ! Pendant qu'un copain les retarde, d'autres courent porter la nouvelle au local. Les bâtons apparaissent rapidement et passent de main en main. En un rien de temps, cinq personnes font ligne devant l'entrée du local pendant que les autres se placent, prêtes à prendre à revers les assaillants. La réaction surprend les nationalistes, certains retournent à leur voiture s'équiper. Rassemblés, ils approchent mi-parlant, mi-ordonnant. Ils ne veulent pas se battre, juste discuter avec le responsable.

Celui qui mène la troupe a la quarantaine. Physiquement, il a le style officier sportif, « Bigeard », et, intellectuellement, mauvais Super-Dupont. Pour lui, nous sommes l'« anti-France », juste bons à se faire « niquer par les troncs » (ou « empapauter par les beurs »). Il ne veut

pas que sa fille se fasse emmerder par les bougnoules à cause de jeunes cons... Une copine émet une objection... « Toi, la guenon, ta gueule ! ». Le ton monte... La copine se fait bousculer. Les bâtons s'élèvent. Malgré les fourmis dans les poings, refusant la « baston » pour la « baston », la joute reste oratoire. La petite bousculade permet d'entrevoir, de leur côté, poignard et arme de poing (alarme ? grenaille ? balles ?).

Le rapport de force étant ce soir-là en notre faveur, les fachos n'osent pas franchir le pas. Il faut dire qu'ils tournaient pour décoller nos affiches, non pour attaquer notre local. Ils se contentent donc de donner un message : « Si une affiche du Front est recouverte, vous avez intérêt à quitter la ville, le département même, sinon gare ! On vous connaît, on sait où vous trouver et c'est pas vos gueules de réformés, de bougnoules qui vont nous arrêter ! Alors attention ! »

Le soutien

À la réunion de groupe suivante, le problème est abordé. Le groupe continuera sa propagande, le Monde libertaire sera vendu sur le marché de Chelles (même si des photographes amateurs tentent l'aventure), les permanences seront assurées le dimanche matin. La diffusion des tracts et les collages se feront aussi intensément, même s'ils sont organisés d'une autre manière.

Actuellement, le meilleur soutien que vous pouvez nous apporter consiste à assister aux activités organisées par le groupe Sacco et Vanzetti. Nos prochains rendez-vous : réunion-débat sur les médecines douces, le 19 janvier, et gala de soutien avec Lény Escudéro, le 2 février 1985.

Gr. Sacco et Vanzetti

COUP DE FORCE A L'U.A.P.

Une direction inflexible

Quand les instances légales gênent, on les ignore... et on en crée d'autres !

Dans le même temps, on apprenait, grâce à l'indiscrétion d'un représentant C.G.T., au conseil d'administration (1) l'existence d'un « programme triennal » dont le contenu, rapproché de celui du projet de restructuration, laissait prévoir les plus graves menaces sur l'emploi et les conditions de travail à l'U.A.P. Dans le seul souci de rentabilité et de compétitivité, les grandes étapes sont en effet les suivantes : fusion de départements d'assurance permettant, grâce à l'information, une polyvalence du personnel et ensuite une décentralisation par petites entités en province (l'U.A.P. plus près du client... N°1 oblige !) accompagnée d'inéluctables suppressions d'emploi (2), le tout bien enveloppé et présenté comme visant à améliorer les conditions de travail et développer une meilleure politique sociale dans l'entreprise !

Malgré de nombreux débrayages et actions suivies par la majorité du personnel (surtout aux Assurances collectives) ; un délit d'entrave au comité d'établissement — pour lequel l'inspecteur du travail a donné tort à la direction générale (non respect de l'obligation légale d'informer et de consulter les C.E.) — et la décision de la totalité des organisations syndicales de ne pas siéger au C.C.E. du 28 décembre 1984 — et par là-même de ne pas donner d'avis sur le projet —, Mme Chassagne s'est maintenue dans une attitude inflexible et de mépris le plus total vis-à-vis du personnel. Du fait de la direction générale, aucune vie sociale n'existe plus aux Assurances collectives depuis deux mois le comité d'entreprise ne fonctionne plus, laissant ainsi des tas de problèmes non réglés en suspens...

Cette attitude a atteint son summum le 23 décembre en prétendant obtenir un avis favorable à son projet, alors que seuls deux membres de l'ancien C.C.E. (qui n'a plus d'existence légale) (3) étaient venus siéger à la plénière du C.C.E. au nom de listes indépendantes. Ne doutons pas que la direction générale a dû faire preuve d'une générosité financière peu commune pour mener à bien son coup de force... Toujours est-il que l'après-midi même, une note de service était diffusée à l'ensemble du personnel, communiquant le nouvel organigramme des directeurs de départements, correspondant au projet de restructuration (preuve évidente pour qui n'en était pas encore convaincu que la direction générale était vraiment sûre de son « coup » !)

Quoi qu'il en soit, et devant cette attaque scandaleuse sans précédent à l'U.A.P., une assignation en référé est intentée

contre la direction et de nombreux débrayages et actions sont prévus parmi l'ensemble du personnel. A suivre...

Liliane

(1) Sanctionné depuis par un blâme !
(2) Pas encore annoncées officiellement, mais il s'agit d'un plan triennal.
(3) Sur 46 membres, malheureusement le quorum n'est pas obligatoire !

LE PRESIDENT DE L'UAP FAIT CAMPAGNE A LA TELEVISION POUR LES NOUVEAUX CONTRATS IARD



Exemple de polyvalence du personnel...

CONTRACEPTION SEXUALITÉ

La science évolue... En matière de contraception comme dans d'autres domaines, des recherches sont faites et on ne peut que soutenir les chercheurs qui tentent d'élaborer de nouveaux contraceptifs. En effet, il existe nombre de moyens contraceptifs, mais chaque méthode impose ses contraintes et on ne peut pas dire aujourd'hui qu'il existe un remède miracle.

On opte pour tel contraceptif parce qu'à ce moment on est plus à même de supporter tel type de contraintes. On peut affirmer que toute recherche visant à réduire les contraintes liées aux différents moyens contraceptifs va dans le sens d'une libération de la femme. Dans ce sens, la nouvelle pilule (R.U. 486) représente un pas de plus vers une plus grande autonomie des femmes. A son époque, la pilule classique en était — et en est toujours — un. Aussi peut-il être intéressant de faire des rapprochements entre le lancement de ces deux pilules.

La petite histoire des pilules

La première pilule est née dans les années 60 aux Etats-Unis. Elle fut tout d'abord testée sur une population... portoricaine ! Sur les 132 femmes portoricaines ayant expérimenté la pilule pendant un an, trois sont mortes et on n'a même pas jugé utile de faire une autopsie. Les effets secondaires qui ne tardèrent pas à se faire connaître furent souvent passés sous silence, autant dans les milieux médicaux que dans les milieux féministes (1).

Aujourd'hui, on parle d'expérimenter le R.U.486... en Inde et en Chine ! Quand cessera-t-on de tester nos produits dans le tiers monde ? L'information faite autour de cette pilule sera-t-elle aussi complète que celle faite sur la pilule classique ?

Il n'est pas question dans cet article de jeter la pilule aux poubelles de l'histoire. Beaucoup de femmes la prennent et estiment en être satisfaites, mais il existe aussi des femmes qui ne s'en satisfont pas ou ne la supportent pas. Il est important de savoir que la pilule est un moyen contraceptif parmi d'autres. Nous sommes toutes différentes les unes des autres, tant physiologiquement que psychologiquement. C'est pour cela qu'il est important de considérer les nouveaux moyens contraceptifs comme un élargissement

de l'éventail des moyens contraceptifs.

Les « vieilles méthodes » avaient aussi leurs avantages : mettre un diaphragme ou une cape cervicale nécessite de savoir un minimum de choses sur son propre corps pour pouvoir l'utiliser correctement. Pour prendre la pilule, il n'est pas utile de savoir comment on est constitué, quelques notions sur le cycle suffisent. Dans le monde occidental, tout contact avec ses organes génitaux est considéré comme « sale » et est certainement source de blocages.

Vers une médicalisation accrue

Le R.U. 486 n'est pas vraiment un simple moyen contraceptif. L'un de ses principaux apports réside dans son aspect abortif. Permettre aux femmes d'avorter tout en éliminant les problèmes d'angoisse, de traumatisme et de culpabilisation est une réelle avancée, mais cela nous amène à nous poser une question. Puisque la médecine prétend aller vers un mieux-être des femmes, pourquoi interdire, en France, les inductions de règles (2) ? Pourquoi choisir systématiquement la voie de la médicalisation ? Ce n'est pas tant le choix d'un mieux-être des femmes qui est fait, mais celui du contrôle de la fertilité de ces femmes.

Les recherches scientifiques peuvent amener des éléments nouveaux allant dans le sens d'une maîtrise de leur corps par les femmes, mais elles ne sont pas suffisantes en tant que telles. La pilule, oui, mais pas aux dépens des connaissances qu'ont les femmes de leur propre corps. La maîtrise de leur corps par les femmes ne se réduit pas à un problème de contraception ; c'est aussi apprendre à mieux assumer sa sexualité. Cela suppose de démythifier la sexualité et d'accroître la connaissance de son corps (tant pour les hommes que pour les femmes) afin d'établir de meilleures relations entre hommes et femmes.

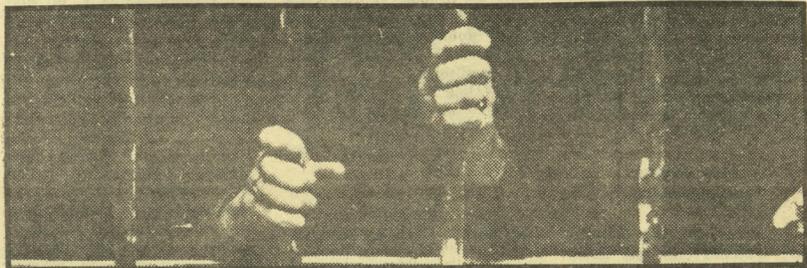
Monique
Gr. Kropotkine

(1) Les féministes ne voulant voir en elle que l'aspect libération de la femme et le corps médical considérant surtout qu'une femme sous pilule doit être suivie régulièrement, d'où profits.

(2) Les inductions de règles sont une mini-aspiration, un mini-avortement fait dans des délais très brefs. Elles ne nécessitent pas d'avoir la certitude qu'il y a grossesse. Cette opération béguine diminue les effets psychologiques mais ne les élimine pas complètement.



LES articles sur les prisons parus précédemment dans le Monde libertaire et plus précisément sur l'enfermement et les atteintes qui en découlent portent à réflexion. La démission, la capitulation attendues de la part du pouvoir, beaucoup trop souvent nous publions ci-dessous de larges extraits.



PRISON/USINE MÊME ALIÉNATION ?

LES ravages causés par une détention prolongée ne sont pas, à mon avis, tellement différents finalement que ceux provoqués par une « détention » prolongée dans une usine. Si ravages il y a, c'est-à-dire si chaque personne soumise à ces régimes se rend compte par elle-même que son existence est privée de sens à vivre ainsi enchaînée derrière une machine ou quatre murs, nous ne pouvons pas croire une minute qu'il s'agisse d'asservissements séparés ou n'ayant entre eux aucun lien. Ils n'en ont que trop !

Et le fait de devoir, à la longue, considérer la prison comme une « normalité » ne procède pas si différemment chez le travailleur qui, au fil des années, en vient à considérer sa fonction, sa place dans la société, comme une « normalité », une fatalité aussi ; chacun se fait une raison de son échec et finit même par se tenir pour seul responsable de celui-là ou à peu près...

La vie carcérale ne peut pas, en tant que telle, être seule cause d'une rupture d'avec les réalités quotidiennes de la vie « extérieure ». Si j'affirme cela, c'est d'une part parce que je ne peux concevoir que l'on sépare ainsi les choses, même pour les analyser. Ce sont les prétendues réalités extérieures qui sont de plus en plus abstraites aux yeux de chacun. Encore que le terme « abstrait » soit imprécis et puisse nous conduire à penser que les choses étant ce qu'elles sont, on ne puisse faire autrement et qu'il faille s'en contenter, etc.

Nul n'est exclu du corps social. Ou bien, hormis les « hommes d'argent et de pouvoir », tous les autres sont exclus du corps social ou en ce qui concerne le monde des travailleurs maintenus en quelque sorte dans un état de liberté surveillée, voire de détention au sein même de leurs usines, au risque s'ils en étaient exclus et licenciés de se voir alors rejetés plus bas encore. De la réinsertion, je ne voudrais pas parler ; ce terme dissimulant toute la légèreté et la fumisterie des pouvoirs en ce qui concerne ceux qui ont passé plusieurs années

de leur existence dans un état de privation plus grand encore que celui qui était le leur avant que les pouvoirs judiciaires se soient chargés d'accroître par la prison une misère déjà présente et pour nombre, insupportable.

Quant à la « rechute » dans le banditisme, de quoi veut-on parler ? Cela voudrait-il dire que le but présumé de remettre dans le droit chemin celui qui s'en sera momentanément écarté, que ce but est acceptable, reconnu, admis ? Que la prison en tant que moyen est souhaitable ? Bien sûr, la lecture de certaines statistiques prouverait à elles seules que cette méthode de « rédemption », au cours des siècles, n'a jamais porté les fruits que d'aucuns tentaient de nous faire avaler. « Avec les pierres de la loi, on bâtit les prisons », « Prisonniers = armée de réserve de pouvoirs », et bien d'autres choses encore ; Foucault s'est lui-même exprimé sur ce sujet. La prison est inutile, comme nombre d'établissements dans ce pays.

Il faut essayer de ne pas poser les problèmes de façon trop catégorielle, de sans cesse succomber au cloisonnement des situations et par là accentuer les fossés, les séparations en classes, en catégories, le monde des travailleurs ou plus globalement le monde des opprimés. Le petit monde des gangsters et délinquants est monde complexe, j'ai eu à m'en apercevoir en six années de vie au sein de cette communauté. Mais, quant à moi, je ne veux retenir qu'une chose et une seule, hors les faits et les délits, le comportement commun à tous, celui d'une révolte et d'un refus. Révolte et refus dont les causes ne sont que trop évidentes. Révolte et refus, peut-être et trop souvent, peu analysés par ceux-là mêmes qui se sont mis en état de rébellion, en marge de leur société.

Le gangstérisme et la délinquance ne sont pas des phénomènes nouveaux dans les sociétés. Cette « classe marginale » durera aussi longtemps que les intérêts commerciaux demeureront la clé de voute imposée à la communauté humaine. De même, la manipu-

lation continue de la « classe marginale » à des fins, qui nous échappent de moins en moins — et plus particulièrement en Europe —, fins électorales : prétexte au renforcement forcé des appareils de répression (police, justice). Nous savons cela et nous savons aussi que le temps des analyses, des colloques, des discours et de l'intellectualisme n'a que trop duré.

Le monde des travailleurs en ressort aujourd'hui quasiment dans un état d'immersion, d'écoulement et d'impuissance. Les controverses idéologiques, les épanchements sur le passé glorieux des classes ouvrières et autres, tout cela a conduit à un embourbement, et chacun ne songera plus bientôt qu'à un repli dans la fatalité. Manifestations et protestations, tout cela relève d'un folklore dérisoire et attristant, sans lendemain ni perspective, que de se perpétuer dans les mêmes décors, la même impuissance.

Au reste, le « système d'argent » ne s'effraie plus de ces mouvements, il semble au contraire qu'il ait réussi à les intégrer à ses propres évolutions, qu'il les dirige, les oriente en quelque sorte ; que les syndicats et autres soient aussi nécessaires à sa prospérité, à sa survie que la guerre, le trafic et le sang.

Les prisonniers sont-ils toujours — peut-on le croire ? —, uniquement derrière les murs de Fresnes ou de Fleury ? Sont autant de prisons — et je ne fais pas preuve ici de métaphore — les usines, les hospices et les écoles. Nous ne devons pas dire aujourd'hui : « Cela va mal dans les prisons, je vais vous dire pourquoi et comment on va tenter de faire respecter les droits les plus élémentaires et œuvrer de sorte que soient améliorés le régime des prisonniers, le régime des peines, etc. ». Mais plutôt dire que nous ne voyons qu'une manière d'exprimer, à la fois, notre mécontentement et notre volonté, et cela en déclarant la guerre aux systèmes d'argent. Objectif unique, à partir duquel les lois et leurs corollaires ni la morale bourgeoise ne nous concernent plus.

Dominique

OÙ VA L'ÉDUCATION NATIONALE ?

On ne le répètera jamais assez : l'Education nationale se trouve dans une période charnière aux enjeux considérables. Ce qui d'ailleurs est parfaitement logique ; à l'heure où notre société doit, face aux mutations technologiques, se restructurer, le capitalisme a besoin d'une école davantage à son service. Là se trouvent en jeu de tous les débats qui touchent aujourd'hui l'école.

Des enjeux considérables

On connaissait déjà le protocole d'accord entre les ministères de la Défense et de l'Education nationale — ou accord Hernu-Savary ; il y eut ensuite la volonté de Fabius de jumeler chaque établissement secondaire à une entreprise. On ne saurait être plus clair !

Au niveau pédagogique, la situation se dégrade tout autant : fini le temps où l'on parlait de prise en compte des différences socio-culturelles de la population scolaire, où l'on s'attachait — dans les déclarations tout au moins — à lutter contre l'« échec scolaire ». Chevenement, lui, ne parle que d'élitisme ! Et ce n'est pas parce qu'il affuble son élitisme de l'épithète « républicain » que le mot et l'intention en deviennent plus sympathiques !

Ajoutez à cela le retour de l'instruction civique et des instructions officielles recommandant l'enseignement de l'histoire nationale plutôt que l'histoire des hommes et vous aurez un autre élément d'une école prête pour la guerre économique, cocorico, j'en passe et des meilleures... en attendant pire. Mais ceci va bien dans la suite des déclarations de Chevenement où il prenait pour référence les écoles japonaises et américaines.

L'école au service de l'entreprise

Le budget 85, qui vient d'être adopté, est à cet effet fort significatif. Dans ses grandes lignes, le budget de l'Education nationale subit bien évidemment la rigueur ambiante : il s'agit encore et toujours de comprimer les dépenses publiques, même si cela ne fait qu'accroître les injustices.

Un peu plus de deux mille créations d'emplois, quand les besoins sont absolument considérables, et encore ces créations ne sont-elles obtenues qu'après un redéploiement interne à la fonction publique. Quant à la majoration de 6,4% du budget général, majoration très probablement inférieure à l'inflation, elle laisse augurer des difficultés financières condui-

sant à des dégradations des conditions de vie et de travail dans les établissements.

Mais se pencher davantage sur ce budget est digne d'intérêt. Dans le primaire, on supprime 800 postes d'instituteurs alors que l'on crée dans le même temps 50 nouveaux postes d'inspecteurs départementaux — ce qui est tout de même assez fantastique en soi ! — ; dans les collèges, un peu plus de cent emplois nouveaux quand l'afflux d'élèves supplémentaires se chiffre en milliers. L'enseignement supérieur bénéficie, lui, d'un budget préservé du choc de la rigueur — ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi, mais là n'était peut-être pas la priorité.

Les intentions sont donc claires : le primaire et les collèges se trouvent sacrifiés, c'est pourtant là que la sélection sociale frappe le plus durement, mieux encadrés aussi ; l'université est la plus grande épargnée. Elitisme, quand tu nous tiens !

De vives menaces !

Dans le même temps, les attaques contre le personnel enseignant sont plus vives que jamais ; de la droite bien sûr, qui n'a jamais admis l'école publique que du bout des lèvres, mais de la gauche aussi. Ainsi Hamon et Rotman, dans leur best-

seller *Tant qu'il y aura des profs*, préconisent-ils des chefs d'établissement, des vrais !... qui devraient pouvoir embaucher et éventuellement licencier. La décentralisation, enfin, qui sera l'occasion pour tous les petits notables locaux d'intervenir davantage dans les questions pédagogiques...

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les élections professionnelles chez les enseignants (élections aux commissions paritaires), sur fond de désunion syndicale : F.O. faisant son entrée dans la bagarre, cela en plus de la présence du S.G.E.N.-C.F.D.T. et d'une multitude de petits syndicats de droite. On s'attendait à une percée de F.O., elle a bien eu lieu mais ce ne fut pas la « déferlante » que certains promettaient ; avec 11% des voix dans le primaire et un léger mieux (14 à 15%) chez les enseignants « haut de gamme » — agrégés et certifiés —, Bergeron a dû être déçu, le contexte était à ce point favorable à sa confédération qu'il pouvait espérer mieux. Quant au S.G.E.N.-C.F.D.T., lui, il stagne, payant sans doute son soutien pédagogique à Savary ; les syndicats de droite s'effondrent.

La F.E.N. résiste donc bien avec 69% des voix pour le S.N.I.-P.E.G.C. (Syndicat national des instituteurs), et 49% pour le

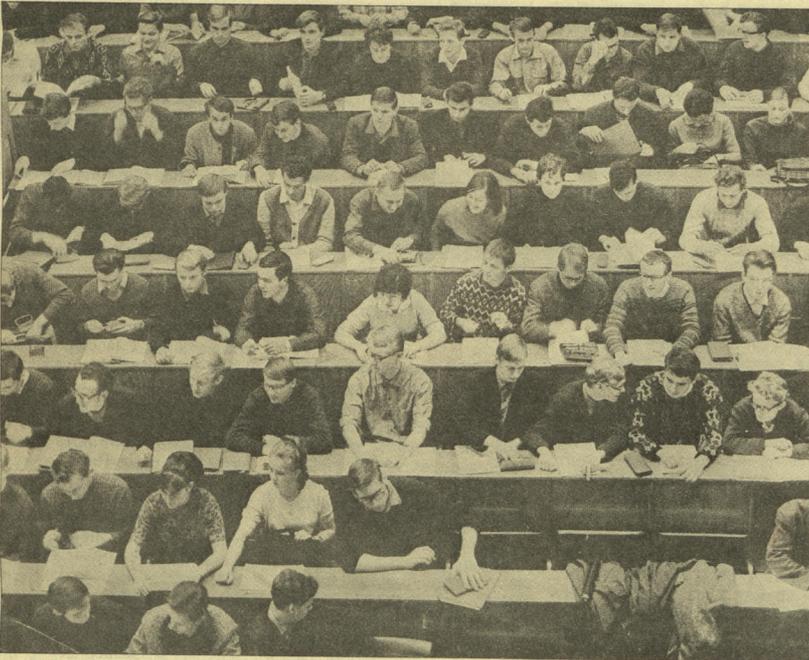
S.N.E.S. (syndicat du secondaire). Le tassement de 5 à 10% que connaît la F.E.N. est dû à cette image de « compagnon de route » du gouvernement qu'elle a beaucoup trop et malheureusement à juste titre ; il est parfois difficile de ne pas voir en elle une antichambre du ministère ! Mais les défaites cinglantes qu'elle a connues sur deux sujets brûlants ont également pesé : l'échec sur les négociations salariales et la question laïque, bien sûr, qui s'est transformée en véritable fiasco, cela quand cet attachement à la laïcité était très certainement le meilleur ciment de la fragile unité de la fédération.

La division syndicale

Les travailleurs libertaires de l'Education nationale ne peuvent que regretter cette division syndicale. Cela quand l'unité syndicale serait la meilleure garantie pour s'opposer à tous ces projets qui visent à plus ou moins long terme le démantèlement de l'Education nationale pour le plus grand plaisir du patronat !

Alors, peut-être peut-on souhaiter que cette unité se reconstruise à la base, dans les luttes, pour sauver ce qui peut encore l'être.

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon



MONUMENT SOCIALISTE A LA GLOIRE D'UN CARDINAL

La mairie de Lille, soucieuse sans aucun doute d'honorer un évêque qui d'après certains se montra particulièrement proche du peuple, a décidé il y a quelques mois d'ériger une statue à la mémoire du cardinal Liénart. Le coût ? La bagatelle de 317 000 F.

C'était sans compter avec la Libre Pensée qui n'a pas hésité à demander purement et simplement au tribunal administratif

de Lille l'annulation de la délibération du conseil municipal. Il est inacceptable, en effet, que des deniers publics puissent être affectés à une opération se traduisant par un véritable don à un propriétaire privé — le parvis de la cathédrale sur lequel doit être érigée la statue appartient au diocèse. Cela sans parler du cardinal Liénart lui-même, qui fut en réalité un personnage fort discu-

table, proche du gouvernement de Vichy, ne condamnant en rien le pape pro-nazi Pie XII et défendant vigoureusement le S.T.O. lors de ses sermons.

Bien sûr, comme chacun s'en serait douté, le tribunal administratif de Lille a rejeté la demande de nos compagnons libres-penseurs. Mauroy, justice, clergé : même combat !

Eric Dussart
Gr. de Lille

UNIVERSITÉS LA RÉACTION MODERNISTE

QUAND M. Alain Touraine, mandarin sociologue, médite sur les universités, dans le *Monde* du 21 décembre, le résultat n'est pas triste ! L'échec des universités est lié à leur dépendance de l'Etat. Il faut donc les privatiser. Ce seraient alors des universités « libres », c'est-à-dire acceptant tout de même les subventions, mais libérées de la tutelle administrative et syndicale. Ceci permettrait de s'aligner sur le modèle américain des universités « florissantes », en fait une meilleure adaptation du savoir aux besoins de la société libérale.

Inutile d'en venir là, M. Touraine ! Le gouvernement promotionne déjà l'effort de compétitivité dans le système universitaire actuel. La réforme récente en est un exemple. Par ailleurs, les facs ou unités de recherche fonctionnent comme des P.M.E. sous la houlette de directeurs-patrons de choc. Le terme « système d'entreprise » est employé ouvertement. Alors que la ségrégation sociale s'accroît à l'université, le discours « moderniste » ne cache que les intentions les plus réactionnaires. Une formation ultra-spécialisée se prépare. Quant au droit à la culture : oublié !

D'Etat ou privées, les universités ne pourront être changées par la voie réformiste. Seule une action révolutionnaire, bouleversant les bases mêmes de cette société, pourra résoudre les contradictions. Aussi préparons dès maintenant la contre-offensive !

Ax (C.L.E.)

PATRICK AGUIAR SOUTIEN MODE D'EMPLOI

• Ecrivez-lui. Absolument. Prenez cinq minutes, un petit bout de papier ou une carte postale, un stylo et écrivez-lui. Patrick va passer en procès pour insoumission le 9 janvier, à 13 h 30 au Palais de justice de Paris. Il faut le soutenir. Patrick Aguiar, matricule 738 387, 3^e division cellule 432, M.A. de Fresnes 1, avenue de la Division-Leclerc 94261 Fresnes cedex

• Le jour du procès, un dossier des soutiens sera remis au Président du tribunal. Envoyez d'urgence aux éditions Avis de Recherche des messages de solidarité (individuels ou de groupe) afin que nous puissions les indexer à ce dossier. Editions Avis de Recherche : B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

NOUS présentons ci-dessous le témoignage de Dagmar Mourgaud sur les années d'enfermement, de répression, de discipline et d'expiation (Pour qui ? Pour quoi ?) qu'a subi son mari, « suicidé de la société ». La fonction politique de l'hospitalisation psychiatrique s'y révèle sous son aspect le plus révoltant et, à plus d'un titre, ce témoignage mérite le plus prête attention. La stratégie de normalisation, la prévention de la « déviance » sont des méthodes que la société applique à ceux qu'elle nomme aliénés.

Les critères de « déraison » et partant, de privation de liberté sont fonction de l'importance qu'occupe chacun dans les processus de production économique. Organisation de la « folie » qui se fait, comme un fait exprès, au détriment des miséreux, vagabonds, délinquants, malchanceux, enfants, personnes âgées... A l'asile, sont regroupés tous les exclus.

AUX ASSISES DE LA HAUTE-VIENNE DEUX GRANDS ACCUSÉS L'ENFERMEMENT ET LA PSYCHIATRIE

HÉLAS, les titres des journaux sont tout autre : « Le mauvais film d'une vie sans issue », « Mourgaud : un homme responsable, mais hors des normes » ; ainsi s'intitulent quelques uns des articles concernant le procès de Jean-Paul Mourgaud, début décembre devant la cour d'assises de Limoges. Et pourtant : même si messieurs les psychiatres passaient devant la barre avec leur arrogance habituelle, ce sont eux, qui, invisibles, étaient assis dans le box des accusés.

Une vie de cauchemar

Celui qui est effectivement là, Jean-Paul, 36 ans, a été leur victime jusqu'au bout, et cela depuis l'âge de 14 ans. Il a été enfermé, drogué, manipulé, brisé, torturé par eux ; et, en même temps, par ses tortionnaires, déclaré « sain d'esprit, responsable, intelligent, au dessus de la moyenne ». Une contradiction qui ne les a jamais empêché de continuer leur œuvre de destruction jusqu'à la fin : son essai de réinsertion.

A dix ans, une hémorragie méningée nécessite une trépanation, opération sérieuse mais sans conséquence, selon les médecins. La preuve : Jean-Paul récupère, poursuit sa scolarité jusqu'au certificat d'étude... Sa vie va changer à 14 ans, avec l'idée de vouloir fuguer pour quitter une famille rigide de la campagne, accompagné par une petite gitane de 15 ans, dans une voiture volée. Ça se termine dans un platane. Pas dramatique ? Si, puisque l'on met en prison cet enfant. Il s'évade. La famille, dépassée, le place dans un centre psychiatrique, croyant bien faire. Naïveté ! Dans ce centre, il subit un traitement horrible qui consiste à le plonger dans un coma artificiel en lui injectant une dose d'insuline, cela so disant « pour reconstruire sa personnalité ».

Jean-Paul s'enfuit. Rattrapé, il est placé à Cadillac, hôpital psychiatrique de haute surveillance, dans le pavillon des détenus. Il y restera... quatre ans, classé comme « malade insoumis ». Il y subit, entre autres, des violences d'ordre sexuel de la part des véritables malades

mentaux. La camisole chimique à bloc. Les deux dernières années, il ne faisait que somnoler, ne reconnaissant même plus sa famille, qui faisait des démarches désespérées pour le sortir de là. « Il est plus facile de sortir quelqu'un de prison que de Cadillac », disait sa mère. On le lâche à 19 ans. Quand il était dans le coma, il pesait 38 kg. L'expertise disait déjà, à cette époque, laconiquement, qu'il était complètement « sain d'esprit ». Alors, on peut passer quatre ans de sa jeunesse dans un hôpital psychiatrique par erreur, personne n'est responsable ?

Un essai de vie

Jean-Paul, immédiatement, se « sauve » dans un mariage ; a deux enfants assez rapidement ; misère, chômage, rupture, désespoir, il commence à dérapier dans des cambriolages et vols, et finit au pénitencier de Saint-Martin-de-Ré. A cette époque, je le connaissais déjà et, quand, en 1978, il s'est évadé, j'allais à son secours, à sa rencontre sur l'île. On s'est rendus ensemble. Il purgea la suite de sa peine à Saint-Maur, où nous nous sommes mariés. Il était bourré de médicaments, allant d'une tentative de suicide à l'autre et rêvait d'une chose : en sortant, vivre avec moi dans le calme et l'affection.

Libéré en conditionnelle, en 1981, je retrouve dans ma maison isolée dans le Limousin, un homme démolé par l'enfermement (11 ans en tout). C'était, je ne le nie pas, le cauchemar quotidien : il avait perdu la notion saine du temps et des lieux, du contact humain, il se construisait même une cellule dans le grenier... Il tentait de se suicider et aussi, je dois le dire car cette attitude semble naturelle de sa part, détruire tout ce qui était autour de lui. Pourtant, son fond est doux et sensible. Si, à cette époque j'avais eu quelques amis pour m'aider dans cette tâche... Hélas, tous ces gens, qui se comportaient au tribunal comme de grands amis de Jean-Paul, si compréhensifs, si compétents également (assistante sociale, éducateur, visiteur, aumônier, psychologue, etc.), où étaient-ils quand j'avais besoin d'un soutien ? Je n'ai vu personne ! Pourtant, j'ai cherché désespérément du secours...

L'engrenage fatal

Jean-Paul, toujours de bonne volonté, entièrement lucide et conscient de ses problèmes, voulait chercher un travail comme remède, bien que je le savais encore inapte. Cela dura trois jours ; perdu, les pompiers l'ont ramassé dans une rue de Limoges... L'expédition directement à l'hôpital psychiatrique d'Esquirol : encore, une fois de plus, il devenait la « chose » des psychiatres. J'essayais de le voir. Mais, selon leur stratégie connue, ils étaient extrêmement hostiles à mon égard, m'interdisant même de le voir. Lui, horrifié, s'enfuyait, prenant une voiture dans la rue pour me rejoindre et, médicamenté, finissait dans un platane. Retour à Esquirol, mais cette fois-ci — il était toujours en conditionnelle — au pavillon « disciplinaire » Falret, tristement célèbre. Là,

cet homme, qui avait surtout besoin d'aide, était jeté pendant deux jours dans une cellule d'isolement, nu, à plus de 30 degrés (un jeune homme y est mort, peu après, asphyxié).

J'ai revu Jean-Paul. Il vivait, lui que tous les psychiatres classaient comme « non malade mental » — mais « antisocial » ! — au milieu de malades mentaux profonds, tous des cas extrêmement graves et horribles ; la plupart à un stade presque animal. Cherchant une solution, j'ai trouvé le Foyer de post-cure à Brive, une boîte un peu plus « alternative ». J'y allais et suppliais le directeur de prendre Jean-Paul en charge. Il n'était pas enthousiaste, mais finalement céda. Cela aurait pu être une solution positive, mais un psychiatre demeure un psychiatre ! Tousjours la haine de la famille... la femme dans ce cas. J'ai vu, en tout et pour tout, deux fois les médecins, pendant quelques minutes. Tout de suite, ils consolingèrent à Jean-Paul de se séparer de moi. On lui a interdit de me voir, et à moi, de lui rendre visite.

Résultat : l'animal sauvage et fragile qu'il était, perdait une fois de plus confiance ; hélas, aussi en moi qui, de force, avait été éloignée. Au départ, j'étais tombée dans le piège : « Il faut prendre un peu de distance, Madame, pour qu'il devienne plus autonome... ». Jean-Paul s'échappa du foyer. Il fit une sorte de tour de France, « en pèlerinage, comme il disait, dans tous les lieux où j'avais habité auparavant ». Il rodaït autour de ma maison, se cachant dans le bois, timide. Puis revenait au foyer, à Brive ; repartait, perdu, sans issue.

Le 7 avril 1983, un matin, il bondit arme au poing dans une boucherie de mon village, il entraîne la commerçante et erre avec elle quatre heures durant dans la région. Pendant ce temps, d'importantes forces de police sont lancées à leur trousser. Il la conduisit enfin vers notre médecin traitant, un des rares qu'il savait amical, y laisse la femme et l'arme, va au café et se laisse arrêter. Il m'a dit après qu'il était « soulagé que cette "liberté" soit terminée », liberté qu'il n'a pas ressentie une seule minute. Dans ses lettres d'auto-analyse, il écrivait : « Comment pouvais-tu imaginer que la liberté sans toi soit possible... » et « c'était un suicide social, une amputation ».

Ainsi continue notre cauchemar... Sept ans de réclusions supplémentaires, voilà le verdict ! Nos sentiments restent les mêmes, j'ajouterais : douloureusement approfondis. Mais comment les vivre ? Cela n'empêcha pas le psychiatre du Foyer de post-cure de Brive, M. Didier Plagnol, — pâle, maigre et courbé par le poids de son importance ; un monsieur que je n'ai jamais vu de ma vie avant le procès —, d'expliquer à la barre que mes rapports avec mon mari étaient « pervers » et que j'étais « néfaste » pour sa réinsertion, que j'aurais « mieux fait de divorcer ». Ainsi, par un tour de passe extraordinaire, les médecins peuvent-ils expliquer leur échec « thérapeutique » total, en accusant une épouse. A quand le temps où on les empêchera de nuire, ces dangereux flics de l'âme ?

Dagmar Mourgaud



ITALIE DE L'UTILISATION DU TERRORISME

ENCORE une fois le terrorisme a frappé en Italie, avec son cortège sanglant de morts et blessés ; encore une fois, devant le caractère « incompréhensible » de l'acte, la première question qui vient à l'esprit est : pourquoi ?

Devant un tel massacre anonyme de personnes coupables seulement de s'être trouvées là dans le train, nous autres, anarchistes, si souvent complaisamment assimilés à « des poseurs de bombes, buveurs de sang », nous restons déconcertés. Caserio, Ravachol, Vaillant doivent se retourner dans leurs tombes, eux qui frappaient des coupables !

Mais s'apitoyer sur le sort des victimes ou bien s'interroger sur les raisons abstraites de la logique apparente de cet attentat, ne nous éclaire nullement sur sa raison d'être ; laissant les contours des bourreaux opaques à jamais. Mais, si les motivations des exécutants restent obscures, ceux à qui ces actes bénéficient ne le sont pas.

Depuis 1969 et les bombes de triste mémoire de Milan, en Italie, les pourquoi et les comment des attentats ont souvent changé de couleur politique, mais l'utilisation par l'Etat du terrorisme de gauche ou de droite, des « jambisations » aux massacres à grande échelle, comme celui de la gare de Bologne, ont été un moyen efficace et sûr de gouverner qui n'a plus à faire ses preuves.

Certes, la vague de terrorisme qui a secoué l'Italie dans les années 70 n'a pas été directement gérée ou manipulée par l'Etat. Ce qui serait grotesque et nierait le fort niveau de radicalisation atteint par les luttes ouvrières ou alternatives. Cependant l'utilisation que l'appareil d'Etat en a fait pour briser d'abord le mouvement ouvrier puis pour réprimer toute forme de contestation a été sans doute le phénomène le plus marquant de la société italienne depuis 15 ans.

Le « modèle italien » a d'ailleurs fait école, et, ces dernières années, le terrorisme ou la menace du terrorisme ont constitué des arguments centraux dans les discours idéologiques officiels tenus dans les pays à « démocratie avancée » ; à tel point que l'on pourrait dire, pour les Etats, que s'il n'y avait pas de terrorisme, il faudrait l'inventer. Peu importe alors de savoir de quel terrorisme il s'agit, sa couleur avouée ou bien inavouée, puisque l'objectif à atteindre c'est la peur et le choc. Et ce ne sont pas les coupables présumés qui manquent.

Avec les bombes de Milan, en 1969, par exemple, le gouvernement italien avait bien essayé de jouer la carte du super-nihiliste de gauche, le « monstre » qui en voulait à la société, avec l'anarchiste Valpreda. Devant la mobilisation de masse des compagnons, la provocation a pu être démontée, mais de justesse ! Depuis, la méthode s'est affinée. Devant la difficulté de trouver des coupables « avoués », l'opacité des exécutants s'est accrue proportionnellement — et au fur et à mesure que — l'emploi du terrorisme par l'Etat se précisait. Dans ce contexte, les attentats « fascistes » ont fait bien longtemps l'affaire, rendant possible l'amalgame des « extrémistes opposés » si chère au gouvernement italien. Aujourd'hui que la piste fasciste devient, elle aussi, usée, c'est celle de l'« islamisme » qui se trouve à l'honneur, ou plus exactement — comme s'est complaisamment prêté à le dire le torchon-cul gouvernemental *Libération* — le « terrorisme international » !

Le processus de « réification » du terrorisme trouve ainsi son achèvement dans une entité abstraite, multiforme et adaptable à volonté aux lieux et circonstances. En tout cas, l'utilisation spectaculaire qui est faite des attentats révèle bien la logique du chantage : « Italiens, encore un effort et

des sacrifices pour être sauvés de la subversion ! » Telle a été la morale que les mass media se sont empressés de tirer de ce dernier massacre, qui ne peut, à terme, que renforcer la coalition socialiste de Craxi.

Et pourtant, dans cette Italie d'« ordre moral », faite de repentis politiques et de mafiosi, qui en dépit des scandales, affiche haut et fort sa volonté d'ordre et d'expiation, ce retour de flamme de la stratégie de la tension peut paraître inopportun. Bourgeoisie et Etat ne sont pas des instances homogènes, on peut affirmer cependant que depuis longtemps ils ne s'étaient pas trouvés dans une situation si confortable, avec une classe ouvrière enfin jugulée et l'absence d'alternative au système de pouvoir actuel, « même » dans les limites du cadre parlementaire. Fait symptomatique, on pouvait lire dernièrement dans les colonnes du *Corriere della sera*, en guise de bilan de fin d'année, les louanges pour une « Italie nouvelle, mesurée et respectable », qui enfin se retrouve les manches ; une Italie où il y a de moins en moins de grèves, où les étudiants s'appliquent de plus en plus, et où, enfin, les gens acceptent de payer les impôts. Qui dit mieux ?

En vérité, nos sociétés avancées, malgré le sourire figé de façade, sont précaires ; nos gouvernants le savent, elles vivent de la guerre et ne peuvent survivre que par elle. Certes, aujourd'hui, nous ne savons pas s'il y aura un retour à une phase aiguë de la stratégie de la tension. Cela paraît peu probable en tout cas. Mais la nécessité de son emploi ou de sa menace constante — même en période de paix sociale relative — vient d'être prouvée. Faudrait-il en conclure que le seul moyen à terme de gouverner, pour l'Etat, ne peut être que le terrorisme ?

Groupe Paris XV^e

DES CENTAINES DE TRAVAILLEURS VICTIMES DE LA S.L.N.

DEPUIS le 18 novembre, date à partir de laquelle la situation s'est considérablement durcie, la santé économique du territoire subit le plus important effondrement depuis 1975. A cette date, la valeur boursière du nickel avait subi un net recul et la Société le nickel (S.L.N.) avait alors montré sa toute-puissance en licenciant impunément toute une catégorie de personnel. Les premières files d'attente étaient apparues devant l'A.N.P.E. et ce fut bien sûr la communauté mélanésienne, qui a toujours eu d'énormes difficultés à trouver un emploi, qui fut la plus touchée.

Dans la perspective d'une indépendance durable de la Nouvelle-Calédonie, le nickel est sûrement l'activité économique la plus indispensable à la survie de l'île. Les récentes expériences faites par les techniciens français sur les modules marins situés au large des côtes du territoire laissent entrevoir une exploitation rentable à moyen terme et susceptible de consolider une économie handicapée par les conséquences de 130 ans de colonialisme.

Mais, aujourd'hui comme hier, quand la S.L.N. tousse, c'est tout le territoire qui a de la fièvre. Après les récentes épreuves de force entre les indépendantistes et les colonialistes, la S.L.N. a fermé quelques-uns des centres miniers qu'elle exploitait jusqu'alors. Dans la ville de Thio et dans ses environs, tous les ouvriers ont désormais perdu leur emploi et la S.L.N. ne se déclare pas prête à négocier le moindre arrangement avec ses employés.

Cette politique aveugle, qui vise à affamer toute une catégorie de la population et à saboter l'économie territoriale, fait remonter à la surface un facteur trop souvent oublié par la « grande » presse : la lutte des classes. En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, la stratégie patronale consiste à dresser les communautés les unes contre les autres par le biais d'antagonismes aussi grotesques que préjudiciables. La grande bourgeoisie profite ainsi de l'entredéchirement de ses adversaires potentiels pour asseoir sa domination.

Qu'ils soient noirs, blancs ou jaunes, les travailleurs se doivent d'être unis face à une classe dominante qui, soyons-en sûrs, se battra par tous les moyens et sur tous les fronts. L'indépendance qui reste à conquérir, celle à laquelle aspirent les exploités de tous les pays, est celle qui doit définitivement mettre un terme à toute domination de l'homme sur l'homme.

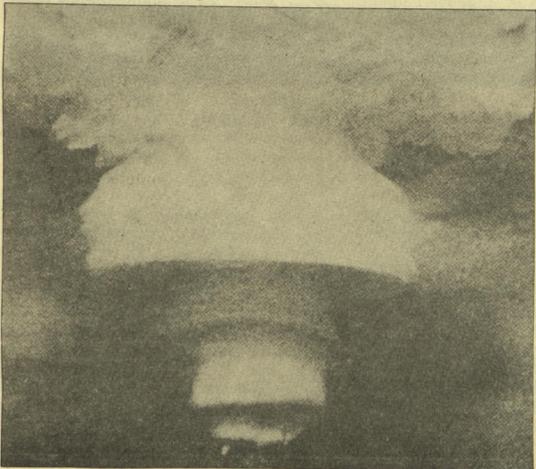
Roland
Gr. Kropotkine



Anti-indépendantistes et gardes mobiles à Bourail.

A.F.P.

NUCLÉAIRE LES SOCIALISTES CONTAMINÉS PAR LA BÊTISE !



L'INCIDENT diplomatique qui s'est produit entre l'Australie et la France au sujet des expérimentations de bombes thermonucléaires sur les atolls du Pacifique-Sud, en particulier Mururoa, n'est en fait que l'aboutissement d'une longue série d'avertissements, d'engueulades du gouvernement de Camberra à l'adresse de son homologue de Paris. Giscard faisait le sourd. Mitterrand l'imitait, déçu pourtant par le fait de voir que la colossale finesse et l'habileté d'Hernu n'avaient pas réussi à apaiser les doutes des Australiens sur la nocivité des tests atomiques. Hernu avait pourtant déclaré en 1983 : « Aucune trace de radioactivité n'a été détectée dans l'océan, ni sur un animal vivant. »

Comment veut-on faire admettre que des bombes, conçues pour répondre de la façon la plus destructive qu'il soit à une atteinte du territoire français, n'aient aucune conséquence, une fois explosées, sur un fragile atoll de 100 km² ? Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus de 227 bombes atomiques ont éclaté, dont 93 françaises (et 54 essais souterrains) à fin 83.

Comment expliquer, sinon par une prodigieuse intoxication alimentaire, le rapatriement de 50 patients en 1976, 70 en 1978 et 72 en 1981, par vols militaires, au Val de Grâce ? Les symptômes ? Tumeurs au cerveau. L'âge moyen des Polynésiens rapatriés : 35 ans, ce qui correspond, coïncidence,

à une enfance et adolescence bercées par la période faste, 1966-1974, des essais atmosphériques. D'autres Polynésiens (français) souffrant de cancers sont soignés en Nouvelle-Zélande. Entre 1975 et 1978, l'hôpital Dunedin traita à lui seul 67 malades. Aujourd'hui ? Les sources d'information sont taries : « Secret, défense nationale ».

Au printemps de 1983, six cyclones, générant des vents de 200 km/h, ont balayé Mururoa et l'archipel des Tuamotu... Rien d'angoissant jusque-là, sinon que les déchets radioactifs stockés dans des caisses métalliques et des sacs plastique (oui, oui !) auraient disparu. Tu veux que je te chante *La Mer* ?

Hervé

I.W.W. : UNE BRÈCHE DANS LE MUR DU SILENCE

L'I.W.W. (Industrial Worker of the World), quoique petite organisation, est toujours aussi actif et dynamique, et suscite chez les travailleurs d'Amérique du Nord un intérêt amical et toujours plus grand. En réponse à notre activité et à notre récent développement, toute une série d'articles est parue dans la presse ; les radios également se sont intéressées à nous.

Le 24 septembre, les trois millions de lecteurs du *Newsweek* eurent droit à un article sur trois colonnes : « Le syndicat qui ne s'est jamais éteint », article mentionnant nos efforts d'organisation dans l'Idaho, l'Ohio et dans l'Etat de Washington, ainsi que notre 42^e congrès. Bien que truffé d'inexactitudes, comme l'affirmation selon laquelle l'I.W.W. prône le sabotage, cet article notait que nous refusons de « vivre dans un passé sentimental, mais qu'au contraire nous continuons le combat pour l'organisation de la classe ouvrière. » De plus, comme cet article mentionnait la publication récente de la 35^e édition de notre « Petit cahier de chants de lutte », beaucoup

de gens nous en ont commandé des exemplaires.

Cet article suscita toute une série d'enquêtes et d'interviews de la part des médias. Des reporters de journaux de Chicago, de Dayton et de Long Island nous appelèrent pour écrire leurs propres articles sur nous. Début octobre, le *Daily Northwestern* publia un article sur l'I.W.W., basé sur une longue interview de notre compagnon Jon Bekken, et *Newsday* fit paraître un article tout à fait bienveillant, passant en revue la philosophie et les activités actuelles de l'I.W.W.

J. Bekken participa aussi à une émission d'une heure et demie sur une radio locale de la banlieue de Chicago. Il partageait l'antenne avec un petit patron réactionnaire de la région, et parla de l'I.W.W., des récentes luttes en Afrique du Sud, etc. Le patron local, qui apparemment savait en arrivant quel serait son interlocuteur — alors que nous n'étions pas au courant de sa présence —, se lança dans une diatribe contre l'I.W.W., citant un article d'une encyclopédie pour essayer de nous dépeindre comme une bande de communistes violents, cherchant

à importer aux Etats-Unis le modèle soviétique du capitalisme d'Etat.

Face à cette attaque, J. Bekken montra que son interlocuteur avait faussé le sens de l'article cité en le censurant, et expliqua que l'I.W.W. critique tout autant les patrons soviétiques que les patrons du « pays de la liberté », et que l'I.W.W. n'avait jamais prôné la violence, pensant qu'une classe ouvrière organisée est le meilleur moyen d'atteindre nos objectifs. Le mépris de ce patron pour nous autres, travailleurs, devint clair quand la discussion porta sur l'Afrique du Sud : ce laquais réactionnaire défendit le régime de l'apartheid, en faisant remarquer que si l'on accordait des droits politiques aux Noirs, qui composent 84% de la population, ceux-ci prendraient rapidement le pouvoir.

Une interview de J. Bekken fut aussi diffusé sur une radio de Floride.

Plusieurs membres de la section de Chicago prirent part, à la fin du mois d'août, à des émissions sur Radio-Chicago libre, expliquant où en est l'I.W.W. et quel est le genre de société que nous essayons de construire.

Toujours à Chicago, il y eut de nombreux reportages et enregistrements du Festival de chansons organisé par l'I.W.W. le jour de la fête du Travail (4 novembre). L'événement fut mentionné par deux radios locales et par la plupart des journaux locaux. Le *Chicago Tribune* commença sa colonne musicale par un article sur le concert dont la première phrase était : « Quel meilleur moyen de célébrer la Fête du Travail que ce festival de chants de luttes ? » Le *Chicago Reader* consacra presque une page entière à un article sur l'I.W.W., sur le concert et sur la publication récente de la 35^e édition du « Petit Cahier de chants de luttes ».

De plus, une émission de radio nationale fit de la réclame pour le concert en passant des chansons de chanteurs appartenant à l'I.W.W. Une radio de Chicago passa des extraits du concert dans l'une de ses émissions.

Il y eut aussi des reportages sur les activités de certains groupes locaux. Ainsi, un journal de l'Arizona publia le 20 juillet une première page intitulée : « Les wobblies se souviennent du martyr de leur compagnon

assassiné » (1). Cet article relatait une cérémonie organisée par les membres de l'I.W.W. de Bisbee (Arizona) en souvenir de James Brew, wobbly assassiné le 12 juillet 1917, lorsqu'une milice privée essaya de l'expulser de Bisbee. Cet article parlait aussi des activités de l'I.W.W. sur l'ensemble des Etats-Unis et donna une description amicale — bien que quelque peu inexacte — de notre situation actuelle.

Le journal social-démocrate *In These Times* fit paraître un article sur la grève des camionneurs de Minneapolis dans lequel ils mentionnèrent le rôle essentiel joué par l'I.W.W. au début de cette grève. Les frères Dunn, qui jouèrent un rôle essentiel dans l'organisation de la grève, furent des wobblies ; et, selon l'article, c'est à l'I.W.W. qu'ils acquièrent leur sens de l'organisation et de l'objectif à atteindre. Malheureusement, cette impulsion de l'I.W.W. fut bientôt étouffé par le réformisme des syndicats traditionnels.

Extrait de « I.W.W. »

(1) « Wobblies » est le nom donné, aux Etats-Unis, aux militants de l'I.W.W.

BELGIQUE COLLOQUE « ÉLISÉE RECLUS »

Sous le patronage de M. Hervé Hasquin, recteur de l'université libre de Bruxelles ; avec le soutien de la Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles et de la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation nationale ; le vendredi 1 et le samedi 2 février 1985, salle de l'Institut des Hautes Etudes (44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles), un colloque « Elisée Reclus » sera organisé par l'université libre de Bruxelles (50, avenue F.-D.-Roosevelt, 1050 Bruxelles), l'Institut des Hautes Etudes A.S.B.L. (44, avenue Jeanne, 1050 Bruxelles), et la Société royale belge de Géographie A.S.B.L. (87, avenue Ad.-Buyl, 1050 Bruxelles).

A l'occasion de ce colloque, l'Alliance libertaire A.S.B.L. organise une exposition consacrée à Elisée Reclus, du lundi 21 janvier au samedi 2 février, à la salle Allende de l'U.L.B. (22, avenue Paul-Héger, 1050 Bruxelles).

A l'occasion du 150^e anniversaire de l'université libre de Bruxelles et du 90^e anniversaire de la création de l'université nouvelle — dont Elisée Reclus fut l'un des fondateurs —, les organisateurs se proposent une démarche à la fois historique, épistémologique et politique. Trois thèmes majeurs seront abordés : « Elisée Reclus, géographe », « Elisée Reclus, l'homme et l'anarchiste », et « Elisée Reclus et l'université nouvelle ».

Dès à présent, il est possible de compter sur les participations suivantes :

• Thème « Université nouvelle »

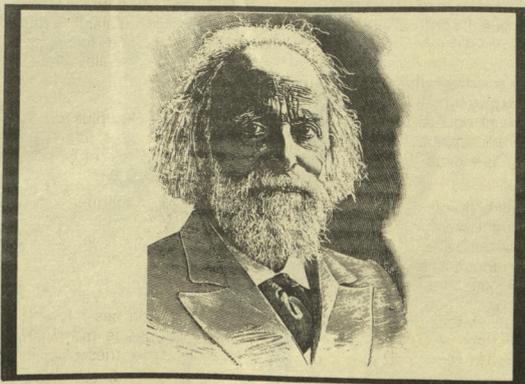
(vendredi 1^{er} février, après-midi) : le service des archives de l'Université de Bruxelles et particulièrement M. P. Uyttebrouck et Mme Despy y apporteront un précieux concours. M. Jean Cordier présentera également l'actualité de l'idée d'« Université nouvelle ». Cette première demi-journée s'achèvera par la visite guidée de l'exposition organisée par l'Alliance libertaire. Cette exposition sera constituée de documents existant aux archives de l'U.L.B., aux archives de l'Institut des Hautes Etudes, du Mundaneum et de collections françaises diverses. Elle sera accessible au cours de la quinzaine qui précède l'organisation du colloque.

• Thème « Géographie » (samedi matin) : MM. Henri Nicolai et Christian Vandermotten, professeurs à l'Université libre de Bruxelles aborderont la place occupée dans l'œuvre de Reclus par la géographie de l'Afri-

que et par la géographie de la Belgique. Des contributions de géographes français sont attendues. Mme Béatrice Giblin, auteur de nombreux articles concernant Elisée Reclus, y participera notamment. Mme Teresa Vicente Mosquete, de l'Université de Barcelone, y présentera une communication sur l'influence de E. Reclus sur la géographie espagnole.

• Thème « Homme et anarchiste » (samedi après-midi) : M. Jan Moolaert, chercheur F.N.R.S. à l'Université de Leuven (K.U.L.), présentera le monde anarchiste de la fin du XIX^e siècle en Belgique ; M. Roger Desmedt présentera les rapports existants entre Elisée Reclus, l'Université nouvelle et la Franc-maçonnerie belge ; J.-M. Neyts et E. Leunis présenteront les difficultés et l'intérêt de la recherche sur le mouvement libertaire.

Alliance libertaire belge



Elisée Reclus

NON AU PACIFISME TOTALITAIRE !

DANS le mouvement pacifiste, les groupes à obédience communiste ont récemment été l'objet de nombreuses critiques méritées. Le vaste Mouvement contre les armes nucléaires, rassemblant des pacifistes de différents groupes, s'est déterminé plus spécifiquement en faveur d'un désarmement mutuel. Ceci n'était pas du tout clair auparavant, et il y avait des tendances prônant un désarmement unilatéral de l'Ouest. Cette nouvelle orientation du mouvement pacifiste se rapproche du programme de l'Action pacifiste anarchiste. Dans la grande manifestation qui eut lieu à Oslo le 24 octobre 1984 et qui rassembla 20 000 personnes, les slogans contre l'O.T.A.N. ne furent pas acceptés.

Dans l'actuelle situation scandinave, il serait extrêmement dangereux que le pacifisme totalitaire et l'exigence d'un désarmement unilatéral soit la tendance principale. Ceci mènerait très probablement la Scandinavie sous l'influence de Moscou. Une telle orientation réactionnaire menacerait le développement d'une société anarchiste en Scandinavie. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'A.N.O.R.G. dénonce, dans le mouvement pacifiste, les tendances en faveur d'un pacifisme totalitaire. Ceux qui refusent de prendre part à la défense de la liberté relativement grande que nous avons aujourd'hui, sont une menace pour le développement des idées libertaires. Ces individualistes bourgeois sont une force réactionnaire dans notre société, et leur conflit avec le gouvernement ne les rend pas, pour autant, moins autoritaires. Le mouvement anarchiste nordique refuse de leur accorder son soutien politique.

Le mouvement nordique Action pacifiste anarchiste soutient les manifestations organisées le 24 octobre 1984 par le vaste Mouvement contre les armes nucléaires. L'année dernière, les anarchistes nordiques refusèrent de participer aux manifestations qui eurent lieu à ce sujet le jour des Nations unies, car le mouvement était dirigé essentiellement contre les armes nucléaires occidentales et ne tenait pratiquement pas compte des S.S.20 et autres armes de l'Est.

A la suite de la campagne menée par l'Action pacifiste anarchiste (de l'A.N.O.R.G.) et d'autres groupes, le Mouvement contre les armes nucléaires réclame maintenant un désarmement mutuel, et non plus un désarmement unilatéral de l'Ouest. Les principaux slogans adoptés sont : « Désarmement nucléaire à l'Est comme à l'Ouest », « Ni S.S.20 ni Pershing », « Pas de nouveaux missiles atomiques en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie », « A l'Est comme à l'Ouest, liberté de manifester contre les armes nucléaires ». Quelques 10 000 personnes devraient prendre part à ces manifestations à Oslo.

Extrait de « Folkebladet »
(journal de l'A.N.O.R.G.)

(1) A.N.O.R.G. : Fédération anarchiste scandinave.

NOUS présentons aux lecteurs du Monde libertaire des extraits d'un article de l'Encyclopédie anarchiste écrit par Voline. Vsévolod Mikhaïlovitch Eichenbaum, dit Voline, a participé à la révolution russe. Le directeur du quotidien anarchiste Goloss Trouda avait des positions tranchées sur le problème de la lutte des classes.

VOLINE ET LA LUTTE DES CLASSES

LES intérêts normaux caractérisant et guidant les hommes vivant à notre époque, sont surtout de trois sortes : intérêts de classe, intérêts largement humanitaires et intérêts individuels. Un problème qui préoccupe beaucoup les milieux libertaires, est celui-ci : la conception anarchiste, est-elle une doctrine de classe, une conception humanitaire ou bien une théorie individuelle ?

Anarchisme et classes sociales

Il existe des courants anarchistes qui y répondent comme suit : 1° la conception anarchiste est largement et strictement humanitaire. Elle n'a rien à voir avec la doctrine de classe ou de lutte des classes. Elle doit, par conséquent, éliminer tout ce qui s'y rapporte, cette dernière étant une doctrine rigoureusement marxiste. L'anarchisme ne doit se préoccuper que des problèmes et des intérêts concernant l'humanité comme telle, sans distinction de classes. La lutte des classes n'est pas de son domaine. 2° l'anarchisme est une conception rigoureusement individuelle. L'individu est l'unique réalité. La solution des problèmes le concernant résoudra le reste. Classes, humanité, voire même société, ne sont que des abstractions, des fictions dont un vrai anarchiste n'a pas à s'occuper. (...)

L'une des tâches les plus pressantes de l'anarchisme est celle d'apporter à la synthèse de ces trois éléments : lutte des classes, mouvement humanitaire et principe individuel, le plus de précision possible. Ce serait le moyen le plus sûr de mettre un terme à la dispersion des anarchistes, d'activer leur unification. Or cette tâche exige préalablement la définition plus exacte des notions : « classe » et « lutte des classes ». Ce n'est que par cette voie qu'on pourra arriver à une formule plus nette et plus complète, qui réconciliera définitivement, dans une motion harmonieuse et entière, les trois éléments en question, et précisera leur rôle respectif : la lutte des classes comme méthode ; l'organisation sociale humanitaire comme résultat de la victoire et de l'émancipation des classes opprimées, et aussi comme base matérielle de tout progrès social et individuel ; la liberté, l'épanouissement illimité de l'individualité, comme le grand but de toute l'évolution sociale. (...)

Ici, il nous reste à constater que la majorité écrasante des anarchistes font leur le principe de la lutte des classes et reconnaissent la lutte révolutionnaire des classes exploitées contre les classes exploiteuses comme l'unique voie de progrès social à notre époque.

La question surgit alors : « Qu'est-ce qui sépare, dans ce domaine, les anarchistes des socialistes en général et des marxistes ? » Ce qui les sépare, ce sont, d'abord, quelques considérations d'ordre théorique. Ce sont, ensuite et surtout, des considérations d'ordre pratique qui découlent des bases générales profondément différentes des deux conceptions : socialiste et anarchiste, c'est notamment, la façon dont l'une et l'autre conçoivent les formes, la tactique, la stratégie de la lutte des classes travailleuses.

En ce qui concerne le côté théorique ou, plutôt, historique du problème, la conception anarchiste se rapproche de celles des socialistes anti-marxistes dont il a été question plus haut. D'accord avec ces socialistes, les anarchistes s'opposent à réduire tout le processus histo-

rique à l'unique facteur de la lutte des classes. Ils conçoivent l'histoire humaine d'une façon beaucoup plus large. Ils admettent la grande importance d'autres facteurs historiques, etc. Ils forment des objections à la doctrine du soi-disant « matérialisme historique », etc. Une réserve est, toutefois, nécessaire : tandis que les socialistes (et aussi les marxistes entre eux) sont en désaccord par rapport à la voie réformiste ou révolutionnaire de la lutte sociale, les anarchistes sont tous partisans de la conception révolutionnaire, à l'exception peut-être, de la tendance dite tolstoïenne qui conçoit la révolution d'une façon toute spéciale.

Ajoutons que les opinions des anarchistes sur les origines et le développement des classes ainsi que sur le rôle passé « progressif » de la bourgeoisie, diffèrent de la conception marxiste.

Mais ce qui est surtout typique pour la différence entre les conceptions socialiste et anarchiste par rapport à la lutte des classes, c'est le côté pratique de la question.

Tandis que les socialistes de toutes tendances conçoivent la lutte des classes comme une lutte politique, ce qui les amène logiquement à la formation d'un parti politique appelé à conquérir le pouvoir politique et à organiser, à l'aide de ce pouvoir, le nouvel « Etat prolétarien » — organisme essentiellement politique et autoritaire exerçant la « dictature du prolétariat » —, les anarchistes affirment que la lutte des classes est, positivement, une lutte apolitique, essentiellement sociale, n'ayant rien de commun ni avec les partis ou le pouvoir politique, ni avec l'Etat, l'autorité, la dictature, etc.

Les anarchistes affirment que la voie politique (parti, pouvoir, Etat, autorité, dictature), que la lutte politique (comprise dans ce sens) sont contraires à la lutte des classes. (...)

Logiquement, l'anarchisme nie : le parti politique, le pouvoir politique, l'Etat, l'Autorité, la dictature. Il considère le soi-disant « Etat prolétarien » ou la fameuse « dictature du prolétariat » comme des non-sens, estimant que tout Etat et toute dictature ne peuvent être que des institutions essentiellement bourgeoises exploiteuses, et que tout moyen politique est également un procédé bourgeois.

C'est pourquoi, les anarchistes prétendent que leur conception, leur idéologie, sont les seules qui, réellement, s'appuient sur la véritable lutte des classes comme le levier immédiat de la salutaire révolution sociale.

L'Etat ouvrier

La différence des conceptions fondamentales mène, logiquement, à celle de toutes les notions dérivées.

Pour les socialistes, la conscience de classe consiste en ce que l'exploité (...) reconnaît les principes de la conquête du pouvoir politique, de l'établissement de l'« Etat prolétarien » et de la « dictature du prolétariat ».

Etant d'accord sur tous les autres points, les anarchistes rejettent, naturellement, le dernier. Ils affirment juste le contraire. Pour eux, tout exploité se rangeant à la doctrine politique, manque de conscience de classe : il est trompé ; il perd le véritable terrain de la lutte des classes ; il n'en a pas la juste notion. Pour eux, la vraie conscience de classe implique la condamnation des moyens et des buts politiques. Ils considèrent la confusion

de la « classe » avec le parti politique » comme un manque de conscience de classe.

Les socialistes et les anarchistes sont d'accord sur ce que la justice de nos jours est une justice de classe habilement masquée par les serviteurs des classes possédantes. Mais, tandis que les uns s'apprennent à lui substituer la « justice » organisée par l'Etat dit « ouvrier », les autres, estimant que tout Etat sera fatalement bourgeois et qu'un « Etat ouvrier » est une illusion ou une tromperie, en concluent, logiquement, que cette nouvelle « justice » ne serait autre chose que la justice des nouveaux privilégiés, encore plus habilement masquée et dirigée contre les éternels exploités. La « justice » fameuse, exercée de nos jours dans l'Etat soviétique, leur donne entièrement raison. Ils estiment, donc, que la véritable justice humaine aura lieu, après la Grande Révolution, en dehors de tout Etat et dans des formes n'ayant rien de commun avec les procédés politiques, étatiques, juridiques.

Les uns et les autres — les socialistes et les anarchistes — savent bien que l'armée moderne est une armée de classe appelée à défendre la classe possédante. Mais, tandis que les socialistes prévoient, après la révolution, une nouvelle armée d'Etat (« Armée rouge » en Russie) qui, d'après eux, devra défendre les travailleurs, — les anarchistes affirment que toute armée d'Etat défendra les privilégiés contre les travailleurs. Ils conçoivent la défense de la révolution dans des formes no-étatiques, par les forces organisées des travailleurs, établies sur d'autres bases que celles d'une armée d'Etat. (...)

La révolution sociale

Une objection est faite assez souvent aux anarchistes, surtout par les communistes autoritaires. Si ce ne sont ni le parti politique, ni le pouvoir politique, ni l'Etat ouvrier, ni la dictature du prolétariat qui guideront l'action, la lutte de la classe ouvrière, la révolution sociale,

qui assureront leur succès, leur victoire et la solidité de celle-ci, qui sera-ce alors ? Quels seront les forces, les éléments et les organisations qui mèneront au succès complet cette lutte formidable, et compliquée des classes exploitées et opprimées ?

La réponse des anarchistes ne serait point difficile, surtout aujourd'hui.

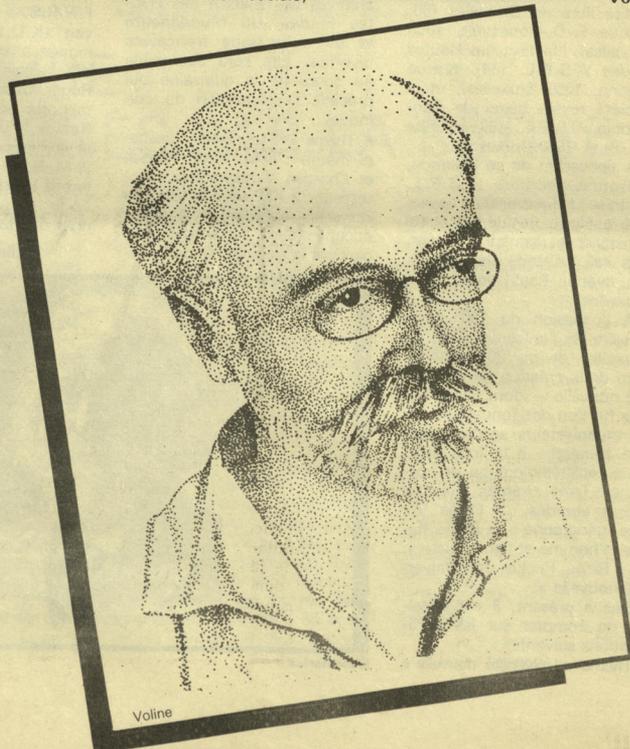
Les forces et les éléments ? Mais ce seront, naturellement, les classes exploitées et opprimées elles-mêmes.

Les organisations ?... Il y a une quarantaine d'années, les anarchistes y répondaient : la lutte des classes et son point culminant et final : la Révolution, devant être l'œuvre de ces classes mêmes, celles-ci trouveront sûrement les formes de lutte appropriées et créeront certainement leurs organisations qui répondront aux besoins de l'heure. Aujourd'hui, cette prévision s'est déjà, en partie, réalisée. La réponse peut, donc, être plus précise encore : des travailleurs ont créé dans tous les pays leurs organisations de lutte et de combat : les syndicats révolutionnaires. Tout en n'étant pas sans défaut — comme, du reste, toutes les institutions humaines, à notre époque surtout —, et sans qu'on songe à réduire à elles seules toute l'action, toute la conduite de la lutte et de la révolution, les organisations de classe appelées à prendre sur elles quelques tâches fondamentales de cette lutte et de cette révolution. (...)

Ce ne seront ni les partis politiques, ni les groupements anarchistes qui mèneront la lutte de classe, l'action ouvrière, toute la formidable révolution à la victoire et au succès complet : ce seront les masses elles-mêmes, les millions et les millions de travailleurs des villes et des champs rassemblés dans leurs organisations sociales de classe, et non de politique, — syndicats et autres — qui s'en chargeront.

Les anarchistes sont en grande majorité d'accord avec cette réponse. La vie, l'histoire, l'avenir prochain décideront.

Voline



Voline

CHERS AUDITEURS

POUR Radio-Libertaire, l'année 1984 se termine bien. En effet vous êtes très nombreux à avoir acheté les cinq émissions de Henri Laborit en cassettes. Les premières d'une série ? Nous l'espérons ! Ces cassettes sont toujours disponibles, n'hésitez pas à vous les procurer, elles sont de qualité (1).

Les « tableautins » proposés par une auditrice ont rencontré également un grand succès. Cette idée originale de soutien à notre station mérite votre intérêt. Vous pouvez également les trouver à la librairie du Monde libertaire.

Remercions Gilles Servat qui, lors de son passage au Trou noir, a offert son cachet d'une soirée à Radio-Libertaire.

Ne soyons pas trop optimistes ! Si nous sommes heureux de ces

succès, il n'en demeure pas moins que nous n'avons toujours pas de fréquence propre et c'est en fait le désir le plus cher que nous devons voir satisfaire en 1985.

L'année 1984 se termine et commençons 1985 en chansons. A partir du 24 janvier, nous organisons une fois par mois une soirée de soutien à notre station au Trou noir. Nous, ce sont Radio-Libertaire et les artistes qui ont bien voulu s'associer à cette initiative, le Trou noir prêtant ses locaux.

Nous profitons de ces quelques lignes pour lever une ambiguïté sur les relations entre Radio-Libertaire et ce lieu d'animation. Radio-Libertaire n'a jamais eu une quelconque responsabilité au Trou noir — financement ou choix des artistes qui s'y produisent. Il est vrai que des animateurs de Radio-Libertaire y

participent, cela n'engage en rien notre radio. Le Trou noir vit en totale indépendance, notre station ne doit rien au Trou noir. Des liens d'amitié existent que nous espérons voir durer et nous vous donnons donc rendez-vous au 24 janvier à 20 h 30 pour applaudir Alain Aurenche (2). A bientôt donc et... Bonne année !

Le secrétariat R.-L.

(1) R.-L. en cassettes, Henri Laborit, série de 5 cassettes (I à V) de 90 mn chacune : 250 F, 60 F l'unité, 50 F pour les porteurs de la carte d'auditeur de R.-L.

(2) Programme des soirées de soutien à Radio-Libertaire au Trou noir : le 24 janvier : Alain Aurenche ; 21 février : Louis Capart ; 21 mars : Xavier Lacouture. Prix des places : 40 F, 30 F aux porteurs de la carte d'auditeur de R.-L. Places en vente au 145, rue Amélot, 75011 Paris. Le Trou noir : 34, rue Nationale, 75013 Paris.

« BUREAUCRATES ET MANIPULATEURS, DU BALAI ! »

DE JAMES SCHENKEL

JAMES SCHENKEL n'est pas un de ces théoriciens englués dans leurs bouquins, loin de là ! Ouvrier à Peugeot-Sochaux de 1956, où il devient l'« esclave n° 39 167 » à l'usine de carrosserie, à 1979, où il est licencié après avoir prononcé de soi-disant « menaces de mort » envers un chef d'équipe, chargé de le surveiller spécialement, il raconte dans ce livre son évolution de militant révolutionnaire au sein du bague Peugeot. Son adhésion en 1956 à la section C.G.T., Mai 68, ses premiers contacts avec les militants « maos », sa prise de conscience du rôle des centrales syndicales (« une grève lancée par la base fait peur et les services d'incendie syndicaux sont vite en place pour l'éteindre »), la création des comités de base, antisindicalistes et anti-hiérarchie (« nous pensons qu'une des bases du socialisme est le retrait progressif de la hiérarchie car il ne peut y avoir d'égalité politique sans égalité économique »), son engagement dans le groupe communiste libertaire qui deviendra en 1976 le Groupe autonome égalitaire, la répression féroce dont les militants les plus combattifs vont être victimes de la part de la direction de Peugeot et de la C.F.T. (aujourd'hui la C.S.L., syndicat fasciste) avec l'appui plus ou moins ouvertement exprimé de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Outre une description cynique de la vie quotidienne d'un ouvrier du « plus grand bague du salariat », les pressions auxquelles il est soumis, la politique de la carotte (primes, avantages, etc.) et du bâton qu'il subit en entrant à Peugeot, James Schenkel pose le problème de la lutte dans l'entreprise et des barrages contre lesquels elle se heurte immédiatement. Répression de la part de l'encadrement évidemment, mais répression aussi de la part des syndicalistes jaloux de leur monopole.

James Schenkel et ses camarades, anarchistes et autonomes, ont été accusés par la C.G.T. d'être des « agents provocateurs payés par le patronat », d'être

des « flics manipulateurs », etc., les éternels « arguments » stalinien visant à discréditer et à salir ceux qui refusent d'être des pions du P.C.F. Pourtant Schenkel démontre que les « vendus » ne sont pas ceux que l'on croit, en mettant à jour les accointances rémunératrices de certains délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. avec la direction de Peugeot et certains responsables P.C. et P.S. de la région.

Sa violente critique du syndicalisme n'est pas celle d'un de ces « individualistes » qui crachent sur tout, confortablement installés dans leur fauteuil et l'estomac plein. C'est le fruit de l'expérience d'un militant ouvrier révolutionnaire qui s'est battu 24 ans contre Peugeot et qui ne conçoit pas le combat autrement que collectif. Son bouquin (1) est avant tout la volonté de secouer la résignation des travailleurs satisfaits d'être considérés comme des débilés assistés par le patronat et les bureaucrates syndicaux réunis, de les amener à prendre en charge, ensemble, leurs revendications sans passer par aucun inter-

médiaire (« déléguer ses pouvoirs, c'est les perdre ! »). James Schenkel a payé très cher son entêtement à vouloir vivre sans dieux ni maîtres. Aujourd'hui, bouillonné moralement et physiquement par les menaces de mort que lui et sa famille reçoivent sans cesse des bandes fascistes, par son impuissance à retrouver du travail dans la région après son licenciement (la direction de Peugeot déclare sans honte qu'un ouvrier licencié de Sochaux est condamné à vivre de la charité ou à s'exiler), par ses démêlés avec la « justice », James Schenkel veut encore se battre, malgré tout. Il végète actuellement dans un boulot d'égoutier à Belfort, mais il ne s'est toujours pas résigné. Avoir écrit ce livre en est la preuve, et il lui a été très dur de le publier. C'est fait et il faut absolument le lire ! Dans la morosité ambiante, une dose de vitamines ne peut qu'être bénéfique !

Gil Gr. Libertat

(1) « Bureaucrates et manipulateurs : du balai ! », James Schenkel, en vente à la librairie du Monde libertaire, 65 F.

PROMOTION EXCEPTIONNELLE

JUSQU'à la fin du mois de janvier 1985, les Editions du Monde libertaire vous proposent à prix réduits les livres dont elles disposent en stock actuellement :

- Pierre Kropotkine : *La Conquête du pain* ;
- Maurice Joyeux : *L'Anarchie et la société moderne* ;
- P.-J. Proudhon : *De la capacité politique des classes ouvrières* (tomes 1 et 2).

Les 4 volumes : 110 F
Les 3 volumes : 90 F
Les 2 volumes : 65 F
Le volume : 35 F

Vous pouvez acheter ces livres à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèque à libeller à l'ordre de Publico).

En profitant de ces « affaires », vous aiderez les Editions du Monde libertaire à éditer plus rapidement de nouveaux titres et donc également à diffuser encore et toujours plus l'anarchisme.

Secrétariat Editions et Histoire

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 10 janvier :
« Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : vie et expression des coopératives alimentaires au Mexique.
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h) : invité : Philippe Val.

• Vendredi 11 janvier :
« Joui-science » (12 h à 13 h 30) : des mots aux signes, l'« histoire commence ».

• Samedi 12 janvier :
« Mon quartier, mon village » (9 h à 12 h) : activités de quartier, problèmes du logement, etc.

• Dimanche 13 janvier :
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : émission mensuelle de country.
« La fiancée de M. Spock » (18 h à 20 h) : une aventure extraordinaire de M. Spock et sa fiancée.

• Mardi 15 janvier :
« L'auberge espagnole » (12 h à 14 h) : petites annonces gratuites, boulot, logement, poésie.
« Prisons » (20 h à 22 h) : émission sur l'enfermement : les prisons espagnoles avec un compagnon de la C.N.T. « en visite » à Paris.

• Mercredi 16 janvier :
« By Jove » (12 h à 14 h) : le magazine de la bande dessinée reçoit Petit Roulet et Pichon.
« Allons z'enfants, etc. » (16 h à 17 h) : où en est l'antimilitarisme, avec Pierre Martial.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h) : émission médicale : les substances nocives.

DERNIÈRE HEURE

LES responsables de T.D.F. ont pris contact le 3 janvier 85 avec les six radios parisiennes suspendues. Une première réunion entre les représentants de T.D.F. et du regroupement Radio-Libertaire/Radio-Pays a eu lieu le 4 janvier au siège social de R.-L. Les pouvoirs publics ont annoncé leur volonté de régler globalement les problèmes en suspens au plus tard le vendredi 11 janvier.

Une série de réunions est prévue avant cette date. Radio-Libertaire y participera et ne signera un accord que sous les conditions suivantes :

- attribution d'une fréquence définitive au regroupement R.-L./R.-P. ;
- maîtrise physique de l'outil d'émission par R.-L.

Le secrétariat R.-L.

« PAROLES ET MUSIQUE » EN DANGER

PAROLE et musique, le mensuel de la chanson vivante, connaît aujourd'hui des difficultés financières importantes. « Nous avons fonctionné pendant 4 ans par correspondance (...), le passage dans les kiosques en juin dernier, rendu nécessaire par notre volonté de faire partager la chanson vivante au plus grand nombre, a permis dans un premier temps à *Paroles et musique* d'accroître son audience de façon sensible. Mais, aujourd'hui, au moment de faire les comptes, nous nous apercevons qu'un exemplaire vendu en kiosque nous coûte de l'argent !

« Les 59% sur le prix de vente qui nous reviennent — dans le meilleur des cas : il faut encore payer les invendus, etc. — ne suffisent pas à compenser l'augmentation des frais de fabrication et de fonctionnement. En fait, la vente en kiosque serait positive si elle s'accompagnait dans nos colonnes d'un volume suffisant de publicité, ce qui n'est pas le cas. On sait bien que la manne publicitaire est d'abord répartie aux publications des grands groupes de presse... Les indépendants

n'ont qu'à se faire racheter ! » nous écrit Fred Hidalgo, responsable de *Paroles et musique*. « Aujourd'hui, la seule solution est de réaliser très vite quelques milliers d'abonnements nouveaux (...), il nous faut très vite 5 000 abonnements à 90 F pour 6 numéros ou 2 500 à 180 F pour 10 numéros. »

Profitons-en pour annoncer la parution du n° 46 de *Paroles et musique* consacré à Barbara, Yves Simon et Paul Personne. Pour une fois qu'un journal s'intéresse exclusivement à la bonne chanson française alors que nous sommes envahis par la bouillie disco chère à N.R.J., il est essentiel qu'il puisse continuer à se développer !

G. D.

« *Paroles et musique* » est en vente également à la librairie du Monde libertaire, 20 F le numéro. Pour s'abonner ou discuter avec l'équipe de « *Paroles et musique* » : Héralle, 28270 Brezilles (tél. : 16 (37) 43.61.33). Des numéros consacrés, entre autres, à Henri Tachan, Serge Gainsbourg, Renaud, Font et Val, Claude Nougaro, Jean Vasca, Colette Magny, Edith Piaf, Jean Guidoni, la musique brésilienne, Higelin, Lavalliers, etc. sont toujours disponibles.

CAPITALISME ET GOUVERNEMENT DE GAUCHE

« Le programme du Front populaire, c'est de faire fonctionner l'économie grâce aux sacrifices des travailleurs : le capital sans les capitalistes. » Cette critique ultra-gauche sur le Front populaire de 36, nous pourrions la reprendre à notre compte ou plutôt la compléter : quand le capitalisme s'essouffle et ne parvient pas à maîtriser la crise économique, il laisse les partis de gauche s'emparer du pouvoir d'Etat et gérer la crise sur le dos des travailleurs !

Ce que confirmait Raymond Barre quand il disait que Delors faisait la même politique que lui, auparavant, mais sans les attaques des syndicats. La situation actuelle, avec le P.S. au pouvoir, peut-elle être comparée à celle de 1936 et du Front populaire ? En effet, quand on pense à la France des années 30, on pense aux grèves, aux occupations d'usines, à tout un mouvement social qui a permis des conquêtes ouvrières comme les congés payés. Réduire « scientifiquement » toute parcelle arrachée au patronat comme une intégration au système capitaliste nous semble aller un peu vite en besogne. Nier tout progrès social n'est pas un label révolutionnaire et

tel n'est pas notre propos. Nous nous bornerons à constater que, si le capitalisme se sert de la gauche en période de crise, la classe ouvrière française en 36 a vu ses conditions de vie s'améliorer et qu'en 84, on lui demande de rendre des acquis chèrement gagnés.

Les revendications de Gattaz

Peu avant l'assemblée générale du C.N.P.F., Yvon Gattaz, son secrétaire général, a lancé ses deux principaux chevaux de bataille : la guerre contre les charges et la flexibilité de l'emploi. Sa dernière « revendication » a fait la une des journaux fin 84, le refus des syndicats de signer y a été pour beaucoup. Revenir sur les avantages acquis pour sauver la politique contractuelle a été évité de justesse et les lecteurs du *Monde libertaire* ont pu lire ce qu'en pensaient des militants des différentes confédérations. Mais revêtons quelques semaines en arrière, quand le C.N.P.F. croyait que c'était gagné, ayant mis dans sa poche les états-majors d'un syndicalisme « responsable » en temps de crise.

« Flexibilité, flexibilité ! Si chacun en France — gouver-

nement, syndicats, salariés, chefs d'entreprise — remplaçait, à tous les niveaux, des rigidités par des flexibilités, on aurait vite fait de redevenir compétitifs », avait déclaré Yvon Gattaz dans les colonnes de l'*Expansion*. Le bon vieux truc « on est tous sur le même bateau, il faut en mettre un coup », on connaissait. Ce qu'on connaît moins c'est l'avis d'un gouvernement socialiste sur ce problème. Le silence prudent de Matignon sur la non signature syndicale est lourd de sens.

Dans le *Figaro* du 18 décembre, un sondage effectué par la Sofres auprès des chefs d'entreprise donnait le ton : « Les patrons français pessimistes pour 1985 ». Yvon Gattaz, sollicité par le quotidien d'Herlant de commenter les résultats du sondage Sofres (1) affirmait ce que le *Figaro* appelle l'« impérieuse nécessité d'être enfin entendu par les pouvoirs publics ». L'analyse qu'il propose aux médias est simple : il faut libérer les entreprises de toutes les pesanteurs qui entravent leur marche. C'est-à-dire : liberté de licenciement, sans indemnité ni préavis ; encore moins de représentants syndicaux ; moins de charges sociales, etc. Bref la liberté du loup dans la bergerie.

Ce que Gattaz exprimait par : « les entreprises sont capables de sortir la France de la crise. Elles peuvent garantir son indépendance économique face au reste du monde. Elles peuvent assurer le niveau de vie et d'emploi des Français. Elles peuvent bâtir de nouveaux cadres de travail, inventer de nouvelles relations sociales. »

Ainsi s'exprimait le secrétaire général du C.N.P.F. : « Laissez faire les patrons et la France sera belle ! » ; ce bel optimisme révélait-il que Gattaz avait l'assurance de nombreuses signatures ? L'histoire nous le dira sûrement un jour, mais pour l'instant tous les yeux sont dirigés vers le gouvernement.

Gattaz et le P.S.

En effet, si le C.N.P.F. et les syndicats avaient signé un accord modifiant sensiblement le code du travail, le gouvernement aurait dû légiférer pour transformer les textes. Il aurait pu dégager sa responsabilité en entrainant simplement un accord entre les intéressés. Or ceux-ci ont rompu les négociations. Et Yvon Gattaz, vendredi dernier, a déclaré aux chaînes de télévision : « Il n'est pas question de reprendre les discussions sur la flexibilité », coupant court

aux appels du pied de certains. Il a habilement envoyé la balle dans le camp gouvernemental en déclarant que tous les chômeurs français avaient les yeux fixés sur Matignon et l'Elysée réunis.

« Libérez les entreprises et elles embaucheront », tel est le message « tarte à la crème » envoyé à l'opinion publique. La réalité dément cette affirmation publicitaire puisque 80% des suppressions d'emploi en 1983 l'ont été dans des entreprises de moins de 200 salariés (60% dans celles de moins de 50 salariés). Là où on licencie le plus, c'est là où la présence syndicale est faible ou inexistante.

Gattaz et le C.N.P.F. voudraient-ils forcer le gouvernement à faire appliquer par ordonnances ce qu'ils n'ont pas pu faire accepter aux syndicats ? Mitterrand prépare-t-il 86 ? La nécessité capitaliste de la modernité a bien des secrets, mais une seule chose est sûre : P.S. ou C.N.P.F., c'est toujours sur le dos des travailleurs !

J.-P. Germain

(1) Selon la Sofres : « 91% des chefs d'entreprise sont pessimistes pour l'économie française en 85 (...), 13% estiment que la politique de rigueur économique du gouvernement a des résultats plutôt positifs. »

L'EUROPE FLEXIBLE

La France serait-elle le dernier bastion européen de ce qu'il est convenu d'appeler la « flexibilité de l'emploi » ? Si nous quittons l'Hexagone et que nous portons les yeux sur le reste de l'Europe, la situation n'est pas brillante pour les acquis du mouvement ouvrier. Que ce soit en Belgique, en Italie, en Allemagne ou en Espagne, le patronat a juridiquement considérablement fait régresser tout ce qui entravait sa « sacro-sainte » liberté de licenciement.

Tout cela, bien sûr, pour sortir de la crise, bien amorcer la reprise ou se situer dans le vent de la modernité ! De l'Espagne, où les socialistes du P.S.O.E. sont au pouvoir, à la Belgique, où le centre droit gouverne, rien ne doit être fait qui entraverait le développement économique de la nation. Comme nous sommes toujours en régime capitaliste, celui-ci se porte bien.

Du socialisme espagnol au consensus italien

L'après-franquisme laissait espérer aux travailleurs espagnols une reconquête de leurs droits. Après un petit bout de chemin solo avec la royauté, il leur faut maintenant faire l'apprentissage de la démocratie avec le Parti socialiste ouvrier espagnol. Au plan Barre français correspondait le pacte de la Montcloa. Sous le régime socialiste la péninsule ibérique se surpasse ! Qu'on en juge par un exemple qui touche les jeu-

nes (1,4 million sans emploi) : les délais d'embauche temporaire ont été portés de 3 mois à 3 ans... Intérim et embauche à temps partiel font dans le même registre, le patronat arrangeant l'embauche suivant la fluctuation de ses profits. Le statut des travailleurs espagnols datait tout juste de 1980, il devait encore gêner la reprise économique et l'essor au sein de la Communauté européenne ! Côté syndicats, les réactions ont été fermes de la part de la C.N.T., même l'U.G.T. (liée organiquement au P.S.O.E.) a dû protester contre le bradage des droits des travailleurs ; les Commissions ouvrières dénonçant pour leur part « le sacrifice des travailleurs sur l'autel de la reprise ».

Autre pays, autres mœurs ; si en Espagne les communistes, dans les syndicats, s'élèvent contre les atteintes au droit du travail, leurs homologues italiens semblent trouver positives les propositions de l'I.R.I. (Institut pour la reconstruction industrielle). Cet organisme par public a proposé aux grandes centrales syndicales un accord qui porte sur trois points :

- création de commissions consultatives pour débattre des orientations locales et générales de l'I.R.I. ;
- horaires à la carte, travail à temps partiel ;
- « mesures préventives » contre les grèves qui paralyseraient les entreprises...

Le dernier point ayant été particulièrement défendu par le président de l'I.R.I. lui-même, Romano Probi, qui l'a qualifié

de « filet de protection » anti-grève ! Cet accord qui ne pourrait heureusement pas être signé en France (1) l'a été des deux mains par les trois principaux syndicats italiens : C.G.I.L. (communiste), C.I.S.L. (catholique) et U.I.L. (socialiste). Le Premier ministre socialiste, Bettino Craxi, a présenté cet accord — renouvelable chaque année — comme un « pas social ». Un pas dans la sphère d'entente capital-travail sûrement, mais pour ce qui est de l'intérêt des travailleurs... Triste bilan italien pour le syndicalisme-courroie-de-transmission !

A l'Est et au Nord, flexibilité toute !

Le ministre ouest-allemand du Travail, Norbert Blum, a présenté devant le Bundestag, qui correspond à la Chambre des députés française, deux projets de loi qui touchent de près le code du travail. « Afin de favoriser l'emploi dans une période difficile, il est nécessaire de démanteler certaines barrières de protection sociale liées aux problèmes de l'emploi », déclara en octobre cet éminent représentant du gouvernement de la R.F.A. On ne saurait être plus clair question flexibilité ! Outre-Rhin, tout ira mieux, du côté patronal, question travail différencié et licenciement. Les contrats à durée déterminée peuvent atteindre un an renouvelable et l'employeur n'a plus à en justifier la cessation. Dans le même décor, l'intérim passe de 3 à 6 mois renouvelables

et les licenciements sont plus faciles. Les entreprises allemandes, qui, passé le seuil de 5% de « dégraissage », devaient proposer un plan social, ont maintenant jusqu'au chiffre de 20%. Toutes ces dispositions s'appliqueront pendant six ans. Le syndicat majoritaire en Allemagne de l'Ouest, la D.G.B., ne s'est pas fait remarquer jusqu'ici par son opposition à ces atteintes aux droits des travailleurs. Le combat pour les 35 heures n'était-il qu'un leurre ? Espérons pour nos camarades allemands que le sursaut syndical viendra avec les prochaines négociations par branche...

En Belgique, le gouvernement (centre droit) a mis en chantier une loi dite de « redressement social » qui est un autre exemple européen de la flexibilité triomphante. Avec cette loi, une entreprise pourra embaucher temporairement en cas de « commandes exceptionnelles » et les salariés sous contrat à durée indéterminée pourront être licenciés sans préavis dans une période de 6 à 12 mois après l'embauche (actuellement de 3 à 6 mois) (2). Les indemnités complémentaires de licenciement ne seront accordées qu'aux salariés touchant 650 000 francs belges par an (250 000 francs auparavant). Au niveau des comités d'entreprise, la nouvelle loi fait baisser le nombre des P.M.E. où les élus sont protégés. Pour couronner le tout, la période de référence pour calculer la durée légale du travail passe de 3 à 12 mois. Ce qui permet de supprimer les heures supplémentaires et d'instaurer en toute

tranquillité le travail à la carte. Les syndicats belges, le F.T.G.B. en particulier, semblent se borner à constater que tout l'édifice de protection sociale risque de s'écrouler en 85. A quand la riposte ?

En guise de conclusion

L'Europe des travailleurs telle que nous, anarchistes, l'entendons, n'est pas pour demain. Partis de gauche et syndicats réformistes semblent n'avoir pour modèle que la Communauté européenne, qui depuis 58 a fait peu pour la disparition des frontières. Faire un bloc économique européen pour faire face aux deux « grands » que sont les Etats-Unis et l'U.R.S.S. est-il un but suprême auquel on doit tout sacrifier ? C'est bien ce que nous démontré Mitterrand lorsqu'il rencontre Margaret Thatcher, ou qu'il démarche en Afrique.

L'Europe du capital ressemble furieusement à celle des partis socialistes. Les organisations syndicales, dans leur immense majorité, laissent faire ou s'opposent du bout des lèvres. Privilege tricolore, en France, les syndicats s'opposent à la « flexibilité » voulue par le patronat et le gouvernement. Pour nous, tout reste à faire...

A.P.

(1) Espérons que l'avenir ne nous apportera pas un triste démenti !
(2) Période modulable selon les branches d'industrie.